Le Nº Fr. 2.50 Nº 340 27 avril 1985 seizième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

éditorial

Visite chez Reagan :

LES ÉTOILES DE DELAMURAZ

Lorsque Reagan aboie, Delamuraz salive. On en a eu une démonstration à l'occasion du récent voyage du chef du Département militaire fédéral (DMF) aux Etats-Unis. Le 2 avril à Washington, Delamuraz confirmait à un journaliste que, si on lui en faisait la demande, la Suisse accepterait avec joie une collaboration au projet américain dit de "la guerre des étoiles". Le responsable du DMF ajoutait même qu'elle serait *"absolument normale"* car *"conforme à la liberté du commerce et de l'industrie"*. Tout simple, n'est-ce pas ? Mais il nous traiterait de menteur si nous disions que l'armement n'est qu'une juteuse machine à sous pour l'industrie privée... en attendant que la planète explose !

La "guerre des étoiles", ou plus exactement "l'Initiative de défense stratégique" (IDS), consiste à placer sur orbite un imperméable bouclier antimissiles "agrémenté" de canons à rayons laser ou à neutrons capables de détruire les missiles balistiques de longue portée se dirigeant vers les Etats-Unis. Ce "bidule" au coût astronomique – on parle de 1000 milliards de dollars – est la dernière trouvaille de Reagan pour défendre "le monde libre"... et relancer la course aux armements à un niveau jamais atteint. Ce n'est pour l'instant qu'un projet. Mais un projet que l'administration Reagan entend bien concrétiser pour s'adjuger ainsi une écrasante supériorité militaire. Suite logique de la politique américaine de surarmement. Comme l'écrivait Jérome B. Wiesmer, ancien conseiller scientifique des présidents Kennedy et Johnson, *"Je suis aujourd'hui convaincu que c'est surtout en réponse directe aux initiatives américaines que les Soviétiques ont renforcé leur propre arsenal nucléaire. (...) Les Etats-Unis... sont devenus une force motrice dans la course aux armements."* (*Le Monde diplomatique*, décembre 1984) Une course aux armements directement pilotée par le complexe militaro-industriel : *"... un réseau qui s'étend aux fabricants d'armements, au Pentagone, et au Congrès* (et qui) *façonne la politique américaine à sa guise... et ce dans toutes les municipalités, tous les Parlements d'Etat, et dans chacun des bureaux du gouvernement fédéral..."* (*Los Angeles Times*, juillet 1983)

Les Etats-Unis vont dépenser 26 milliards de dollars (67 milliards de francs) pour financer les premières études du programme de "guerre des étoiles". Ceci montre leur détermination à franchir ce nouveau seuil. Delamuraz, fidèle représentant des intérêts de la bourgeoisie helvétique, n'en veut pas perdre une miette. Devançant les hésitations d'autres gouvernements européens, il se précipite derrière les étoiles de Reagan. Il s'agit de ne pas louper un marché qui s'annonce substantiel, quitte à devenir le complice d'une entreprise démentielle. Quelle étoile, ce Delamuraz ! Lui et ses pairs ont depuis toujours, en toute "neutralité", choisi leur camp. Nous, le nôtre : celui de la lutte contre l'avenir qu'ils nous préparent, de l'holocauste nucléaire.

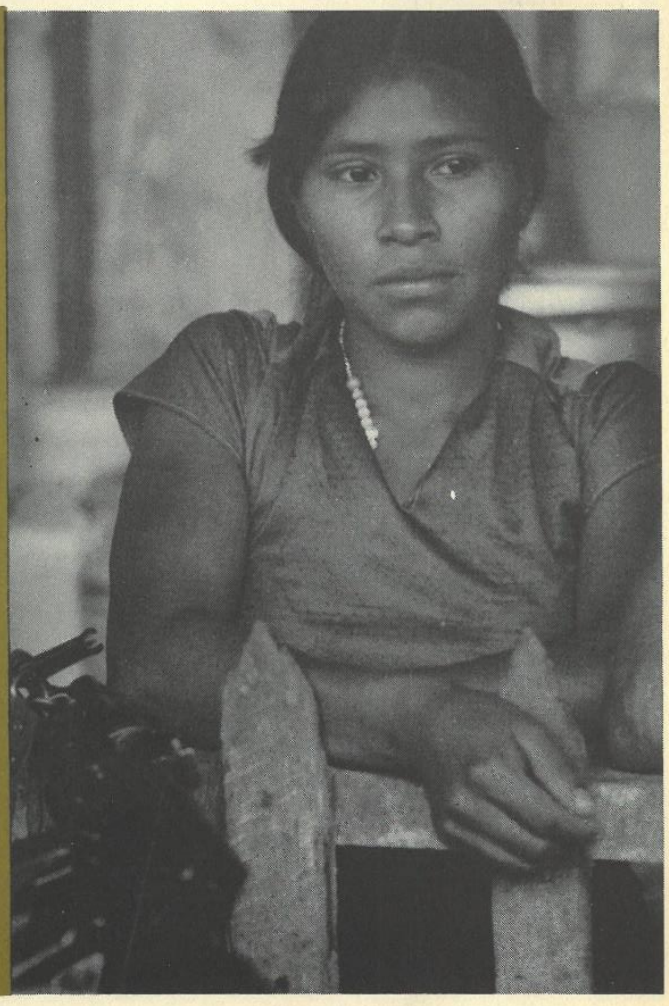
La Brèche

TRUST DE LA CHIMIE :

SALADE AU PESTICIDE

NICARAGUA :

La démocratie sandiniste



En mouvement

Libérez Clive Loertscher

M. Clive Loertscher, enseignant à Nyon et syndicaliste à la section SSP/VPOD de Vaud-Etat, a été arrêté le samedi 13 avril à Varsovie. Ce n'est que le 16 avril que les autorités polonaises ont prévenu l'ambassade helvétique. Pendant onze jours, Clive Loertscher a été maintenu au secret. Un avocat a été mandaté pour le défendre.

Clive Loertscher serait accusé d'assistance à un éditeur clandestin d'opposition M. Czeslaw Bielecki, également arrêté le 13 avril à Varsovie. Bielecki serait l'un des responsables des éditions clandestines CDN. Lors de son arrestation, Bielecki a été matraqué par une vingtaine de policiers.

Le syndicaliste vaudois *"fait l'objet d'une enquête menée par le parquet militaire de Varsovie"*, ce qui laisse supposer qu'il sera accusé d'avoir porté atteinte *"aux intérêts vitaux de l'Etat"*. Clive Loertscher est victime d'une mesure de répression scandaleuse. C'est un syndicaliste actif dans la défense des libertés syndicales en Suisse et partout dans le monde. Dans ce sens, il avait participé au mouvement de solidarité avec Solidarność qui s'est développé dès le coup d'Etat de Jaruzelski. Le PSO – section vaudoise a immédiatement envoyé un télégramme de protestation à l'ambassade de Pologne à Berne dans lequel il dénonce cette arrestation et exige la libération immédiate de Clive Loertscher. **Il est urgent que chacun(e) envoie messages et télégrammes de protestation afin d'exiger la libération de Clive Loertscher. Envoyez vos messages à:** Krajskowa woiskova prokuzatura garnizonowa, ul. Chatubiuskiego 3 a, Kolonel Krajewski, Varsovie.

Avec copies à: Ambassade de Pologne, Elgenstrasse 20 A, 3006 Berne; et à: Département fédéral des affaires étrangères, Egerstrasse 73, 3007 Berne.

Signez et faites signer la pétition du collectif de défense pour la libération de Clive Loertscher.

Quelles actions sont possibles en faveur des requérants d'asile dans le canton de Vaud et à Lausanne?

Soirée d'information publique

LAUSANNE

jeudi 2 mai, 20h15, Salle Bridel de l'Eglise des Terreaux

(entrée nord de l'Eglise, en face du passage allant vers la rue de l'Ale)

avec la participation de:

Peter Zuber, d'Ostermundigen, fondateur de "Aktion für Abgewiesene Asylsuchende" (Action pour les demandeurs d'asile dont la requête a été refusée);

Cornelius Koch, président d'honneur d'Action places libres gratuites pour les Chiliens;

Lytta Basset, qui informera sur une action similaire aux USA.

Org.: Comité vaudois pour la défense du droit d'asile, Centre de contact Suisses-immigrés, Ligue suisse des droits de l'Homme, Mouvement international de réconciliation, Pax Christi, Paroisse catholique du Valentin, Arnold Bricod (président de la commission "Terre nouvelle" du VIIIe arrondissement de l'Eglise réformée évangélique vaudoise, POP, PSV, PSO, CRT.

Lausanne:

GUISAN DÉGUISÉ

16 000 signatures sont déjà récoltées pour l'initiative *Une Suisse sans armée.* La campagne continue et les actions vont bon train. Samedi 20 avril, par exemple, une trentaine de membres du groupe lausannois pour une Suisse sans armée ont organisé une opération de "décoration" de la statue équestre du général Guisan, sise à Ouchy. Cette toilette du Général consistait à lui pendre autour du cou – qu'il a rigide – un grand écusson *Suisse sans armée* et de munir son cheval d'un catalyseur, efficace contre les émanations polluantes du militarisme. Les photographes de presse présents eurent tout loisir d'immortaliser cet instant. Les médias en ont du reste largement rendu compte.

L'action consistait également en une récolte de signatures pour l'initiative, agrémentée d'une musique d'avant-guerre, et en un lâcher massif de ballons antimilitaristes. Les flics, toujours là pour défendre les bonnes traditions helvétiques, ont contrôlé les identités de quelques participants avant d'inspecter minutieusement la statue du Général afin de s'assurer que l'impérissable patrimoine culturel d'Ouchy n'avait subi aucun dommage.

Les activités vont se poursuivre. Le groupe lausannois pour une Suisse sans armée organisera pour le début juin une grande fête antimilitariste. Officiers s'abstenir.

correspondant

photo Philippe Ungricht, Lausanne

À propSO

Amiante:

Un rapport lacunaire de la part de l'Office fédéral de la protection de l'environnement

L'Office fédéral de la protection de l'environnement a publié enfin jeudi 18 avril son rapport, tant de fois annoncé, sur les **bâtiments floqués à l'amiante.** Il aura fallu dix ans après l'arrêt des flocages du fait de leur danger, et toute une pression de l'opinion publique, pour que les autorités prennent enfin en charge le problème, et plus de deux ans pour répondre aux questions pourtant simples du conseiller national auquel ce rapport est censé répondre.

Dans le livre édité par le PSO sur la question, et datant de septembre 1983, nous réclamions un inventaire officiel des ouvrages floqués à l'amiante. Après deux ans de cogitations au sommet de de séances de commissions hésitantes, réunissant industrie et administration, c'est aujourd'hui fait. Mieux vaut tard que jamais!

Mais une grave lacune choque immédiatement dans ce rapport. Il rassemble de nombreuses indications utiles sur les procédés d'assainissement qui s'imposent, mais **aucune mesure n'est annoncée pour que ces judicieux conseils soient effectivement appliqués.** On a l'impression que l'Office fédéral a choisi de publier un manuel pratique à l'usage de l'initiative privée, celle des cantons, des communes, des propriétaires d'immeubles, pour se décharger ensuite de ses responsabilités sur elle. **Et l'initiative privée agira ou n'agira pas. Une telle attitude de laisser-faire n'est pas du tout à la hauteur de la gravité du problème.**

* Il ne suffit pas de faire l'inventaire des immeubles. Qu'est-ce qui garantit que les mesures nécessaires seront réalisées pour chacun d'eux? **Il faut obliger cantons, communes et propriétaires à prendre des mesures et établir un calendrier de prise en charge de tous les immeubles.**

* Le rapport renvoie à cinq services spécialisés. Mais ces services seront-ils en mesure de faire face à l'afflux de demandes d'expertises des cantons, communes et propriétaires? Quelle coordination est établie entre ces services? **Il est indispensable de constituer à l'Office fédéral une centrale de prise en charge, qui soit pour tout le pays ce qu'est pour le canton de Berne celle qu'ont très judicieusement créée les autorités bernoises.**

* Le rapport signale à juste titre que **des travaux de déflocage imprudents sont plus dangereux que les flocages eux-mêmes,** et cite en page 21 les quatre exigences auxquelles doivent satisfaire des entreprises pouvant procéder à l'enlèvement des flocages. **Mais qu'est-ce qui garantit que ces exigences soient satisfaites?** Des déflocages sauvages n'ont lieu que trop souvent, la presse en a rapporté encore récemment. La satisfaction de ces quatre exigences doit être vérifée **a priori** par les autorités en soumettant ces entreprises à une concession. **Seules des entreprises concessionnaires doivent avoir le droit de défloquer.** Si les entreprises privées ne satisfont pas aux exigences ou ne suffisent pas aux besoins, des entreprises publiques doivent être créées.

* Le rapport "recommande" de déverser les **déchets d'amiante** floqué dans des décharges contrôlées et adaptées à cet usage. Il détaille la manière d'emballer et de transporter ces déchets. **Il est incompréhensible que le rapport ne donne pas la liste de ces décharges, et il faut que l'Office fédéral la publie aussitôt.**

* Le rapport cite 89 bâtiments scolaires et sportifs contenant des flocages à l'amiante. Qu'est-ce qui sera fait dans le cas de chacun d'eux? Beaucoup sont fréquentés par des enfants et des adolescents. Leur fermeture immédiate doit être envisagée dans les cas les plus alarmants comme cela avait été fait par les autorités tessinoises en août 1984.

89, ce n'est que 2 o/o de l'ensemble des 4000 bâtiments que la commission a recensés! Qu'est-il fait de la liste complète? Est-elle communiquée aux cantons, communes et aux propriétaires? Avec quelles consignes? Pourquoi à eux seulement?

Cette liste doit être publiée sans délai et ces bâtiments signalés. Les usagers ont tout autant que les autorités et les propriétaires le droit d'être informés. Les travailleurs ont le droit de savoir enfin s'ils travaillent dans des locaux floqués à l'amiante, les parents si leurs enfants vont dans des salles de classe floquées à l'amiante, les malades s'ils séjournent dans des hôpitaux floqués à l'amiante.

Parti socialiste ouvrier (PSO), section vaudoise

communiqué de presse du 22 avril 1985

SOMMAIRE

ÉDITORIAL
Visite chez Reagan: les étoiles de Delamuraz 1

POLITIQUE
Industrie chimique: des tomates "nemacur" 3
Industrie chimique: empoisonnements à crédit, entretien avec D. Piermont 3
Liste unitaire à Genève: s'écouter pour s'entendre 8
Liste unitaire à Genève: mieux vaut être précis... 9

SOCIAL
Inégalité salariale: un vol de 258 millions 4
Formation professionnelle: "Les femmes ont aussi besoin d'une bonne formation", interview 4
Conditions de travail: flexibilité et exploitation, le cas du CHUV 5
Capitalisme et crise 5

DOSSIER
La démocratie sandiniste au Nicaragua 6 - 7

INTERNATIONAL
ESPAGNE: une victoire contre les femmes 10
POLOGNE: une gauche socialiste 10

A LIRE
Notes de lecture: au sujet du lumpenproletariat 11

L'ÉVÉNEMENT
DANEMARK: grève de masse contre l'austérité 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche:

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte	22,50
une année, env. ouverte	45.–
une année, env. fermée	55.–
une année, étranger (Europe)	80.–
abonnement de soutien	100.–

Administration:
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction:
La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne (021) 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent:

prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

GENÈVE

Soirée contre l'intervention US en Amérique centrale

avec des membres de la délégation suisse en Amérique centrale. Musique, buffet

vendredi 10 mai, Salle des Eaux-Vives

org.: Rassemblement contre l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale

BIENNE

mercredi 1er mai, 20h au Restautant Saint-Gervais

MEETING

avec *Peter Bartelheimer*, syndicaliste allemand

Thème: nouvelles technologies et lutte pour les 35 heures.
– La position de l'IG-Metall sur les rationalisations et les nouvelles technologies.
– La lutte pour la nationalisation de la sidérurgie allemande.
– Bilan des luttes syndicales et perspectives.

Organisé par: Comité unitaire de la gauche pour la défense des emplois (PSO, PSR).

Encore l'industrie chimique :

On se souvient du scandale qui a secoué l'Espagne en 1981 : 531 morts, 24 000 malades qu'on avait attribués à des huiles frelatées. Des producteurs d'huile, réels escrocs, récupéraient des huiles industrielles, les traitaient et les mélangeaient pour les présenter comme des huiles comestibles. Tout avait l'air de s'expliquer. Mais il semble bien qu'on ait cherché une explication facile... pour couvrir la vérité.

Car les maladies contractées — rétraction des muscles, paralysie — ne paraissent pas provoquées par ces huiles. "Après de nombreuses expérimentations animales, nous n'avons constaté aucune maladie, aucune réaction de quelques sorte qui nous indiquerait que cette huile contient une quelconque substance toxique", constate le docteur Renate Kimbrough, responsable du service de toxicologie de l'Office fédéral de la santé des USA.

Pendant ce temps, d'autres recherches ont été négligées, voire étouffées. Un directeur d'hôpital remercié après deux semaines de travaux, un couple de chercheurs licenciés et victimes d'un curieux cambriolage. Les autorités espagnoles voudraient-elles faire le silence ? En décembre 1983, le journal El Cambio 16 titrait : "L'Espagne empoisonnée par un produit Bayer". Bayer, trust allemand de la chimie, intente un procès et vient de le gagner. Le rédacteur en chef a été licencié.

Des tomates «nemacur»

Pourtant, bien des recherches concordent. Celles du docteur Muro, directeur de l'hôpital de Madrid : l'origine des symptômes serait liée à la consommation de salade, plus précisément d'une variété de tomates cultivées dans la province d'Aleria. Le pesticide employé contre les vers parasites en serait la cause. Le délai de trois mois entre l'injection du produit et la récolte n'aurait pas été respecté — faute d'être précisé aux utilisateurs. Le docteur Frontela Carreras de Séville poursuit dans le même sens. Les expérimentations animales ont montré des symptômes identiques à ceux des personnes atteintes. L'une des substances est le fénamiphos, esther phosphorique et composé actif du némacur — autrement dit tueur de vers, utilisé par Bayer.

Les autorités espagnoles n'avaient pas intérêt à poursuivre ces recherches, les malades ayant été soignés sur un faux diagnostic. En revanche, des soldats US stationnés à Madrid, également victimes du mal, ont été soignés à l'hôpital militaire de Wiesbaden. Soins efficaces, qui ont évité les décès et les séquelles durables. Miracle ? Pas tout à fait. **Les troubles de cette étrange maladie s'apparentent à ceux provoqués par les gaz de combat paralysants.** *Les composants chimiques de ces gaz sont de la même famille que les pesticides... que vous pouvez trouver dans votre salade !*

Dorothée Piermont, députée des Verts allemands — dont on lira l'entretien ci-contre — veut soulever le scandale. Une émission de la TV allemande va revenir sur la question. Les Verts déclarent au Parlement européen : "Les multinationales appartenant notamment au secteur chimique exportent sans contrôle des produits et des procédés de fabrication qui ne sont pas autorisés ou interdits dans le pays d'origine vers des pays où leur application ne peut en aucune façon être garantie." Derrière les autorités espagnoles, il semble bien d'ailleurs que Bayer ait mis des bâtons dans les roues des enquêtes.

Une fois de plus. Les multinationales, notamment de la chimie allemande, américaine ou suisse, sont passées maîtres en la matière. Neuf ans après Seveso, Hoffmann-La Roche n'a pas encore passé en procès. Sept ans après la marée noire de l'Amoco Cadiz (Standart Oil of Indiana), les verdicts ne sont pas rendus. On pourra encore attendre longtemps ceux d'Union Carbide pour le massacre de Bhopal ou de la Compagnie générale maritime pour le Mont-Louis (fûts radioactifs dans la mer du Nord). L'économie de profit accumule ses bénéfices et déverse ses déchets. Comme elle jette ses travailleurs au chômage. Danger public !

M. Thévenaz

Sulfatage de caféiers au Brésil.

Trust de la chimie :

EMPOISONNEMENTS À CRÉDIT

* ENTRETIEN AVEC DOROTHÉE PIERMONT, DÉPUTÉE DES VERTS OUEST-ALLEMANDS AU PARLEMENT EUROPÉEN *

En 1981, l'Espagne subissait une "épidémie" d'empoisonnements (voir la colonne ci-contre). On avait alors mis en cause une huile de colza pour expliquer ce mal ou syndrome toxique. Actuellement, des révélations publiques infirment cette hypothèse. Il semble qu'une variété de tomates traitées au pesticide serait à l'origine de l'empoisonnement. Le délai de trois mois nécessaire entre l'introduction du pesticide dans le sol et la récolte des tomates n'aurait pas été respecté. Et pour cause : les étiquettes du produit (le némacur) n'en faisaient pas mention ! C'est le trust ouest-allemand Bayer qui produit le pesticide incriminé.

La Brèche **publie un entretien avec Dorothée Piermont, députée du groupe alternatif et progressiste Arc en ciel au Parlement européen, qui a enquêté en Espagne sur les effets du némacur.**

*** Après l'apparition du syndrome toxique, les victimes et les familles se sont-elles constituées en associations ?**

— Oui. Aujourd'hui encore, elles luttent pour que la vérité éclate sur l'origine de la catastrophe et pour que les soins appropriés soient dispensés. Au début du mois, 250 victimes ont loué un train et sont venues manifester pour se faire entendre au Parlement européen. Elles ont exigé avec nous une commission d'enquête au niveau européen. Il faut savoir que les malades — du moins ceux qui ont survécu — sont encore soignés par une thérapeutique adaptée aux méfaits d'une huile toxique. Il y a vingt centres de réadaptation pour aider les gens dont les mains ou les membres se sont rétractés ou bloqués.

Le gouvernement espagnol avait fait signer une déclaration à des victimes désemparées reconnaissant qu'elles avaient ingéré de l'huile toxique, cette signature ouvrant droit aux indemnités et aux soins. Certaines ont refusé de céder au chantage et agissent pour que l'autre hypothèse accusant le némacur soit prise en compte.

*** Le gouvernement espagnol a donc tout bloqué en 1981. Cela a-t-il changé en 1982 avec l'arrivée du PSOE (Parti socialiste espagnol) au pouvoir ?**

— Non, au contraire. Avec la perspective de rentrer dans la CEE et dans l'OTAN, les blocages sont aujourd'hui encore plus forts. A propos de la CEE, nous avons comparé sur dix années les chiffres d'affaires des exportations d'huile de cuisine et des légumes. Ces derniers sont les plus importants et en constante augmentation. Le gouvernement aurait-il choisi le moindre mal en sacrifiant le marché des huiles de table ?

Quant à l'OTAN, nous pensons que le gouvernement n'a pas voulu que la population déjà fort montée contre l'OTAN fasse la relation entre cette affaire d'empoisonnement et l'armement chimique, dont l'organisme militaire est équipé. Les déchets des usines chimiques peuvent servir à fabriquer le gaz orange de la même famille que le némacur.

Enfin, nous savons que les pressions de la social-démocratie allemande sur la social-démocratie espagnole sont très fortes, par le biais d'un soutien politique et financier. N'oublions pas les révélations apportées par un groupe de verts sur le financement du SPD (Parti social-démocrate allemand) par Flick (potentat de la sidérurgie allemande). Ils ont les moyens... et les arguments.

*** Dans votre communiqué de presse, vous informez que sept industriels sont en détention provisoire depuis 44 mois. Sur quelle accusation ?**

— Ce sont des producteurs d'huile. A partir d'une réelle escroquerie qui consistait à récupérer des huiles industrielles, les traiter et les mélanger à d'autres pour les présenter comme huiles comestibles — certaines boîtes d'anchois ont ainsi provoqué de très graves maladies — le gouvernement a prétendu tenir les véritables responsables de la catastrophe. Ces huiles étaient réellement nocives mais ne provoquaient absolument pas les mêmes symptômes. Le gouvernement et Bayer ont, bien sûr, préféré sacrifier ces empoisonneurs-là.

*** Sur quoi portent les derniers travaux des scientifiques ?**

— Nous avons pu impliquer de nombreux instituts scientifiques en RFA et en Hollande mais qui, compte tenu du contexte, préfèrent rester discrets avant le compte rendu officiel de leurs travaux. Très concrètement, un biologiste a acheté les produits Bayer et a traité au némacur des plants de tomates. Son hypothèse est que le poison devient plus dangereux quand il est préalablement assimilé par les végétaux que lorsqu'il est ingéré directement.

*** Quelles sont les activités du groupe Bayer ?**

Bayer, avec Hœchst et Basf, est né de la décartellisation de IG-Farben après la Seconde Guerre mondiale. Ces trois groupes sont impliqués dans l'armement chimique. Bayer est le 30e groupe au niveau mondial et le 3e de la chimie. Il fait dans l'industrie chimique à proprement parler et dans la pharmacie.

Les pays consommateurs du némacur sont des régions où prolifère une larve d'insecte ne vivant qu'en climat chaud et humide. Ainsi, le sud de l'Espagne est client, tandis que l'Allemagne n'aura jamais à subir les méfaits du némacur. Cela n'est pas neutre. En effet, il faut tenir compte des différences de niveau économique, de développement technique. Je pense là aux pratiques des multinationales qui exportent des usines clé en main, comme à Bhopal où des substances dangereuses sont entreposées ou fabriquées sans penser aux utilisateurs. Par exemple, les étiquettes du némacur étaient écrites en anglais ou en allemand ; elles ne précisaient pas la nécessité d'attendre trois mois entre l'incorporation dans le sol du produit et la récolte des tomates... Les étiquettes ont été changées en 1982.

Propos recueillis par
Nadine Samir

Inégalité salariale dans l'horlogerie :

UN VOL DE 258 MILLIONS

En juin 1981, l'article constitutionnel fixant l'égalité des droits entre hommes et femmes était accepté en votation populaire. Son deuxième alinéa stipulait même : *"Les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale"*. Une injustice criante était officiellement réparée. Eh bien non ! Aujourd'hui encore des patrons violent sans gêne la Constitution au chapitre de l'égalité salariale. C'est le constat que la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) a rendu public dernièrement. La situation est probablement semblable dans d'autres secteurs économiques.

Interfoto

Rappelons quelques faits. En août 1981, la FTMH demande à la Convention patronale l'ouverture de pourparlers pour concrétiser l'égalité salariale dans l'horlogerie. Les négociations s'engagent en février 1982 pour aboutir, en décembre 1984, à un accord. Celui-ci est ratifié par la Conférence d'industrie horlogère de la FTMH le même mois. Deux mois plus tard, l'assemblée générale de la Convention patronale, présidée par le conseiller national libéral Claude Bonnard, le rejette, la majorité des trois quarts n'ayant pas été réunie.

Un accord modeste

Cet accord pourtant est loin d'être une déclaration de guerre au patronat. On connaît la "compréhension" des négociateurs FTMH aux difficultés de "notre" économie. Il prévoit simplement que : *"La différence entre la rémunération d'une femme et d'un homme pour un travail égal ne doit pas excéder 5 o/o au 1er janvier 1986. De plus, l'égalité sera pleinement réalisée au plus tard le 15 mai 1987."* En d'autres termes, l'application de la complète égalité salariale n'aurait vu le jour que **six ans après** la décision populaire. C'est dire si on est resté fidèle à la politique des petits pas. Or c'est déjà trop pour les patrons...

Inégalités criantes

L'enjeu n'est pas mince. L'industrie horlogère occupe 50 o/o de femmes et la convention collective de ce secteur ne fixe aucuns salaires minimaux. Dans certains cas, les différences de salaire, pour un travail égal, peuvent atteindre 500 francs. En outre la situation a plutôt tendance à s'aggraver. Alors qu'en 1939 le salaire des femmes correspondait à 80 o/o de celui des ouvriers qualifiés et non qualifiés, cette proportion a diminué à 76 o/o en 1983. En salaire horaire moyen, cela nous donne les résultats suivants pour 1983 : 16 fr. 35 pour les hommes contre 12 fr. 35 pour les femmes. La FTMH a calculé qu'en trois ans et demi le patronat a économisé quelque **258 millions de francs** sur le dos des travailleuses (voir encart pour le détail).

Les négociations vont maintenant reprendre dans le cadre des discussions pour le renouvellement de la convention de l'horlogerie qui arrive à échéance à fin 1985. L'attitude intransigeante des employeurs confirme une fois de plus qu'il ne sert à rien de s'en remettre béatement à la "loyale" collaboration entre partenaires sociaux. Il s'agit de préparer ces négociations par une active campagne nationale.

P. Girardet

DU BON USAGE DES INÉGALITÉS

Si l'on admet que le salaire moyen des femmes devrait correspondre à celui des hommes semi et non qualifiés, la part des salaires économisés par le patronat se monte, année après année, aux sommes suivantes :

1981 (depuis le mois de juin)	46 874 842 francs
1982	77 780 015 francs
1983	72 106 944 francs
1984	61 152 000 francs
TOTAL	257 913 801 francs

(*La Lutte syndicale*, journal de la FTMH, No 14/15, 3 avril 1985)

En trois ans et demi, la différence est de 258 millions, soit 6 millions par mois directement volés dans la poche des travailleuses. En 1983, 2854 femmes au moins étaient concernées par l'accord sur l'égalité salariale.

Formation professionnelle :

«Les femmes ont aussi besoin d'une bonne formation»

* INTERVIEW D'UNE ANCIENNE APPRENTIE DE L'ATELIER PUBLIC DE BALE *

L'initiative du PSO *Pour le droit à une formation professionnelle et un recyclage garantis*, qui réclame l'ouverture de places d'apprentissage dans des ateliers publics, sera vraisemblablement votée en décembre de cette année. Les contre-arguments de la droite sont connus. D'après ceux-ci, les ateliers publics seraient trop coupés de la pratique. On voit par là que le slogan radical — *Moins d'Etat, plus de liberté* — fait toujours florès. Nous publions ici l'interview de Lucie qui a terminé son apprentissage en mécanique dans un atelier public de Bâle.

La Brèche : **Tu as fait une formation de mécanicienne sur machine dans un atelier public. Comment as-tu pris cette décision ?**

Lucie : En tant que femme, je dois également gagner ma vie. J'avais donc besoin moi aussi d'une bonne formation professionnelle. L'apprentissage de mécanicien(ne) sur machine m'offrait une solide formation avec de multiples possibilités de recyclage et de perfectionnement.

* **Qu'as-tu fait comme expérience lorsque tu cherchais une place d'apprentissage dans le secteur privé ?**

— Je me suis présentée à plusieurs entreprises. En plus de la raison habituelle — la place est déjà occupée — j'ai souvent entendu des réponses dans le style : il n'y a pas de vestiaire ou de WC pour les femmes. Je pense pourtant qu'avec un peu de bonne volonté on pourrait facilement résoudre ce genre de problèmes dans toutes les boîtes. Mais avec de pareils arguments, on bloque l'accès des femmes à des places qualifiées et attractives. Des ateliers publics devraient à mon avis contribuer à créer une véritable égalité en offrant une possibilité de formation valable aux jeunes qui ne trouvent pas de place d'apprentissage chez un patron.

* **Comment était l'ambiance dans l'atelier public ?**

— Il est vrai que c'est presque faire œuvre de pionnier que de travailler comme seule femme parmi 100 collègues masculins. Ce n'était pas toujours facile. J'ai cependant été acceptée et respectée par mes collègues.

* **Une question qu'on t'a sûrement déjà posée. La charge physique dans ce métier réputé typiquement masculin est-elle insupportable pour une femme ?**

— Chaque métier qui exige une station debout implique une fatigue et une certaine charge physique. Les métiers dits féminins, comme la vente ou les professions médicales, sont très souvent dans ce cas. Personne alors ne parle de charge trop lourde pour les femmes.

* **Comment juges-tu rétrospectivement ta formation ?**

— J'en suis très contente. Elle m'a apporté une large formation de base. La formation était toujours au premier plan, ensuite venait la production. Les travaux pratiques étaient toujours accompagnés de la théorie qui s'y rapportait et qu'on étudiait. Celle-ci du reste allait souvent plus loin que ce qui était prévu dans le plan d'étude obligatoire.

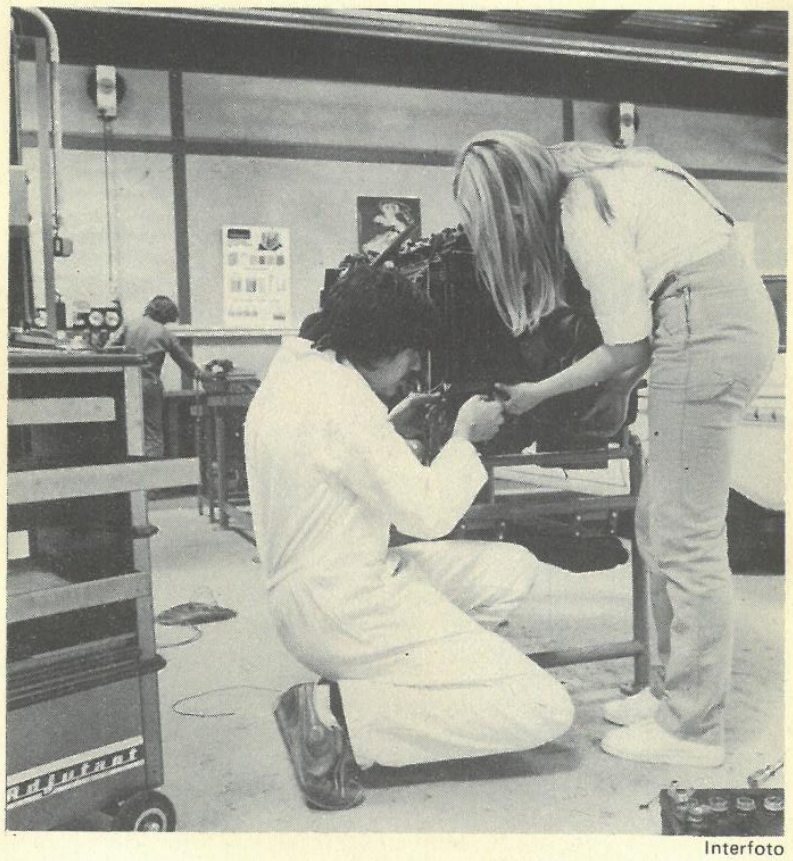
* **Certains prétendent que les ateliers publics sont coupés de la pratique. Qu'en penses-tu ?**

— Je ne suis absolument pas d'accord avec cela. Chaque changement de place de travail représente dans un certain sens un nouveau départ. Dans l'atelier public de Bâle, nous produisions surtout des tours. Mais nous recevions également des commandes de diverses entreprises. Ces dernières ne possédaient pas forcément les mêmes possibilités techniques que nous. Maintenant, je travaille dans une boîte active dans le secteur de l'électronique et de l'électrotechnique. Avec ma solide formation de base, il m'est tout à fait possible de maîtriser ce changement d'activité professionnelle.

Dans les entreprises privées, la formation est totalement conditionnée par la fabrication d'un produit bien déterminé. Leur équipement technique est du reste conçu spécifiquement en fonction de leur production. Ça se remarque tout particulièrement dans les petites entreprises. Elles sont quasiment orientées sur une seule spécialisation, ce qui rend ensuite très difficile pour les apprenti(e)s formé(e)s dans ce type d'entreprises un changement d'activité professionnelle.

* **As-tu eu des problèmes, une fois ta formation terminée, pour trouver une place de travail ?**

— Mes craintes à ce sujet, surtout à la fin de mon apprentissage, étaient heureusement mal fondées. J'ai trouvé rapidement une bonne place dans mon métier, ce qui m'a agréablement surprise.



Interfoto

Conditions de travail :

Flexibilité et exploitation

* LE CAS DU CHUV DANS LE CANTON DE VAUD *

La flexibilité est à la mode... patronale ! Comment, en introduisant la flexibilité, augmenter l'intensité du travail et la charge du personnel ? A l'heure de l'austérité et de la rationalisation, ce genre de pratiques devient courant. L'exemple traité dans l'article que nous publions — tiré des *Services publics*, journal du Syndicat suisse des services publics (SSP) du 4 avril 1985 — montre, à partir du CHUV (hôpital universitaire vaudois), en quoi flexibilité se transforme si facilement en accroissement de l'exploitation. Face à cela, la diminution massive du temps de travail avec compensation correspondante des effectifs reste une mesure urgente et nécessaire.

L'hôpital doit fonctionner 24 heures sur 24 pour des raisons évidentes : les horaires irréguliers, les services de garde et de piquet, etc., font donc partie des conditions de travail "normales", surtout pour le personnel soignant et pour les médecins, mais aussi pour d'autres catégories de personnel hospitalier comme les techniciens, les laborantines, etc.

Cependant, le groupe syndical SSP du CHUV a relevé depuis deux à trois ans, et notamment depuis les mesures de blocage des effectifs, une augmentation des plaintes concernant les horaires et le temps de travail.

Ce qui suit ne se veut pas un catalogue exhaustif de ces problèmes, mais plutôt un recueil d'exemples significatifs.

Travail à temps partiel

Un chiffre significatif : à la fin de 1983 il y avait au CHUV 2906 personnes à plein temps et 603 à temps partiel.

Depuis quelques années déjà, la relative pénurie de personnel soignant a incité la direction du CHUV à accepter des temps partiels, et ce malgré les quelques inconvénients d'ordre administratif et organisationnel qu'ils pouvaient présenter. Il faudra attendre les statistiques de 1984 pour savoir si cette tendance persiste malgré les modifications sur le marché de l'emploi. Il faut que de nombreuses infirmières "choisissent" de travailler à 75-80 o/o : elles renoncent donc à une partie de leur salaire pour avoir un horaire supportable.

Le CHUV à Lausanne. Interfoto

Les temps partiels sont également nombreux parmi le personnel administratif. Dans certains cas on a préféré deux personnes à mi-temps à un plein temps, notamment pour des postes où les conditions de travail sont telles que personne ne peut les supporter huit heures et demie par jour : locaux borgnes et mal aérés, travail à l'écran. Dans ces cas, l'engagement de personnel à temps partiel permet d'éluder le problème des mauvaises conditions de travail sans poser celui d'une diminution du temps de travail.

Du point de vue des vacances, de l'affiliation à la caisse de pension, etc., les temps partiels de plus de 20 o/o ont le même statut que les pleins temps à l'Etat de Vaud. Mais d'autres inconvénients propres aux temps partiels se font sentir : on leur confie les tâches plus monotones et subalternes, ils sont exclus des postes à responsabilités. Il existe une tendance à penser que les personnes ayant le "privilège" de travailler à temps partiel doivent payer ce privilège en adaptant leurs horaires aux besoins du service (heures de pointe), et il n'est pas rare qu'elles subissent des pressions en vue de changer leur taux d'activité (par exemple on demandera à telle secrétaire travaillant à mi-temps de travailler désormais à plein temps — c'est à prendre ou à laisser...).

Il est intéressant de noter que quand les femmes de ménage se défendaient contre l'introduction d'un nouvel horaire, leurs chefs les ont menacées de les remplacer par des nettoyeuses à mi-temps, plus dociles et "flexibles"...

Heures supplémentaires

Mais c'est probablement dans le domaine des heures supplémentaires qu'il y a les abus les plus criants. Il faut dire que les dispositions légales ne sont pas particulièrement favorables au personnel ! Celui-ci peut, par exemple, être astreint à faire jusqu'à dix heures supplémentaires par mois. D'ailleurs, les dépassements occasionnels du temps de travail de moins d'une heure ne donnent pas lieu à une compensation. Cependant, légalement, les heures supplémentaires ne devraient être ordonnées "que dans des cas particuliers et justifiés". Les exemples ci-dessous montrent que cette clause est superbement ignorée :

En 1983, les travailleurs chargés de la vaisselle sale de la cantine et des malades, se voient de plus en plus souvent imposer des heures supplémentaires. Raison invoquée : pour des raisons d'hygiène il faut que tout soit laissé propre le soir. Si l'équipe n'a pas réussi à finir à 19h45, eh bien ! elle doit rester jusqu'à 20h30, voire 21h. Tant pis pour les familles qui attendent, pour les bus qui n'attendent pas... Une autre fois, ils n'ont qu'à travailler plus vite encore... tant pis pour la fatigue, le stress. Là encore, le syndicat a dû intervenir pour exiger que les équipes de la vaisselle soient suffisamment nombreuses pour pouvoir accomplir leur travail dans les délais et dans des conditions normales.

En juillet 1983, le groupe syndical relevait que dans la "stérilisation centrale" il manquait douze personnes pour faire le strict nécessaire. Conséquence : 700 heures supplémentaires accumulées. Il a fallu plus d'une demi-année pour que le gros de ces heures supplémentaires soit compensé !

Et il va sans dire que si les heures supplémentaires peuvent être imposées n'importe quand (ce qui peut créer des situations stressantes, par exemple quand on a des enfants à la maison), on ne peut compenser ces heures qu'en tenant compte des "besoins du service"...

Travail intérimaire

Il peut paraître étonnant que l'hôpital engage des intérimaires alors même qu'il est question d'austérité et d'économies, et que c'est là une solution relativement chère. Dans un établissement de la taille du CHUV, il serait parfaitement possible d'avoir une "réserve" de personnel pour remplacer les gens en congé. Mais on préfère boucher les "trous" avec du personnel payé à l'heure et dont les engagements futurs dépendent d'un rapport favorable : c'est tellement plus docile et flexible !

La mesure la plus urgente

Il apparaît que la plupart des situations décrites ci-dessus sont l'aboutissement des mesures de blocage des effectifs et des tentatives de "rentabilisation" de l'hôpital : il faut faire plus de travail en moins de temps et avec moins de gens. Dans cette situation, la mesure la plus urgente en faveur du personnel serait une diminution massive du temps de travail avec augmentation correspondante des effectifs. On a en effet vu qu'une diminution graduelle permet à la direction de prendre des mesures de "rationalisation" qui aboutissent à une intensification des rythmes.

Anne Spagnoli

Modification d'horaire

La modeste diminution du temps de travail de 44h à 42h30 ces dernières années au CHUV ne s'est pas accompagnée d'une augmentation correspondante des effectifs, mais au contraire de mesures de blocage du personnel, et même de la suppression de certains postes de travail au CHUV. Pendant ce temps, de l'aveu même des autorités, le volume du travail a augmenté.

Pour faire face à cette situation, les différents services hospitaliers ont dû se débrouiller comme ils le pouvaient, notamment : *a)* par des modifications d'horaires destinées à intensifier le travail et à en éliminer les temps "morts" et *b)* en augmentant les heures supplémentaires. Ce type de "solution" peut d'autant plus facilement être imposé que dans un hôpital on peut toujours invoquer l'intérêt des malades. Ou alors on brandit des menaces du genre "si vous n'êtes pas contente, vous pouvez partir".

Voici deux exemples de modification d'horaire :

En novembre 1981, on a imposé au personnel des cuisines des horaires coupés en trois (par exemple : 8-11h : travail ; 11 - 11h40 : repas ; 11h40 - 13h20 : travail ; 13h20 - 15h20 : pause ; 15h20 - 19h20 : travail). Autrement dit, ces personnes devaient se trouver à la disposition du CHUV pendant presque douze heures par jour ! Il a fallu une intervention syndicale pour que ces horaires aberrants soient abandonnés.

En 1984, les femmes de chambre du CHUV ont appris qu'une partie d'entre elles devrait changer leurs horaires, et notamment faire des journées coupées au lieu des horaires continus comme jusqu'alors. Elles ont protesté, car ces nouveaux horaires perturbaient leur vie familiale et multipliaient les trajets entre la maison et l'hôpital.

* CAPITALISME ET CRISE *

DIOXINE OU LA MÉMOIRE COURTE DES PROFITEURS

Depuis l'accident d'Icmesa à Seveso en 1976, la seule préoccupation des autorités fut de minimiser les conséquences de cette catastrophe. D'innombrables rapports et expertises ont "établi", sur la base de données fragmentaires, que les effets de la dioxine sur l'organisme humain étaient, à court terme, bénins. Quant au long terme, il "serait" encore trop tôt pour se prononcer. Mais deux questions fondamentales demeurent : comment éviter la répétition d'un pareil accident ; que faire dans un cas semblable à celui de Seveso ?

Des réponses précises à ces deux questions auraient pourtant été fort utiles aux habitants d'un immeuble de Reims (France). Le 14 janvier dernier, en effet, un transformateur électrique rempli de pyralène y fit explosion à la suite d'une surchauffe due au grand froid de l'hiver. Or, à haute température, le pyralène se transforme en dioxines et furanes, deux substances ultra-toxiques, en tout cas chez l'animal. Les événements qui suivirent l'explosion montrent la légèreté et l'irresponsabilité des autorités. Comme à Seveso, les habitants furent priés de rester chez eux au moment où le risque de contamination était le plus fort. Les mesures prises contribuèrent à la dispersion de la dioxine et des furanes dans la ville : le nettoyage des tissus se fit dans les pressings, contaminant ainsi leur système d'épuration ; les literies furent brûlées dans l'incinérateur de la ville alors qu'il n'est pas encore possible de brûler la dioxine en toute sécurité, c'est-à-dire sans qu'une partie ne s'en échappe par les fumées ; les meubles contaminés et déménagés furent simplement dépoussiérés, etc.

D'après les travaux du professeur Ton That Tung de l'hôpital universitaire Viet Duc de Hanoï, la dioxine (TCDD) provoque des atteintes graves au foi, des avortements spontanés, des malformations congénitales et des cancers. Personne n'a pour l'instant infirmé ou confirmé ces conclusions. Cependant le danger est suffisamment grand pour ne pas l'aggraver par des mesures incohérentes, comme ce fut le cas à Seveso et à Reims.

Burke

Lors des élections au Nicaragua en 1984.

La démocratie sandiniste au Nicaragua

Dans la première partie de ce dossier (voir La Brèche, No 339, du 13 avril 1985), l'auteur a rappelé quel a été le processus du renversement de la dictature de Somoza en juillet 1979 et le rôle des organisations de masse (Centrale sandiniste des travailleurs, Association des travailleurs de la campagne, Association des femmes nicaraguayennes, Jeunesse sandiniste, etc.) dans l'établissement et la vitalité du "pouvoir populaire". Dans la deuxième partie, que nous publions ici, l'auteur explicite le contenu de l'hégémonie politique du FSLN (Front sandiniste de libération nationale), qui implique de fait le pluralisme, et aborde également les problèmes de la défense militaire de la révolution, de la fonction des élections de novembre 1984 et de l'articulation entre les institutions du "nouveau Nicaragua" et les organisations de masse.

HÉGÉMONIE ET PLURALISME

Le FSLN **hégémonise** le processus révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il dispose d'une **autorité politique et morale** sur l'essentiel du peuple laborieux. Cette ascendance ne repose pas sur le monopole institutionnel d'un parti, d'une seule force politique. Hégémonie, ici, signifie précisément le contraire de parti unique !

Elle a été gagnée dans le cours de la lutte anti-impérialiste et antidictatoriale. Le FSLN a été capable – au cours de 18 ans et, de façon accélérée, depuis 1977-1978 – de **représenter** et **matérialiser l'antisomozisme.** Il a ôté graduellement toute autorité politique effective à la bourgeoisie antisomoziste qui voulait maintenir le même système socio-économique, mais sans Somoza. Pour cela, elle recherchait la médiation américaine afin de résoudre la "crise" à moindres frais, soit en garantissant ses positions.

Ainsi, le FSLN a su créer une sorte d'"accord national" d'une partie dominante du peuple. Une fois la colonne vertébrale du pouvoir somoziste détruite, la Garde Nationale, il a approfondi les tâches démocratiques et anti-impérialistes en renforçant l'organisation des masses. La **réforme agraire** est une clé de voûte de cette mutation. Il a contraint la "bourgeoisie d'opposition" à se démasquer à chaque fois sur des questions relevant, à l'évidence, des intérêts des masses et de l'indépendance nationale. Lentement, les Robelo, les Cruz ont révélé leur absence de projet démocratique national en déposant leur avenir dans les mains des **contras** et de Washington.

Il manifestera aussi sa capacité à inclure progressivement dans le processus révolutionnaire des secteurs sociaux qui n'avaient pas été en pointe dans le combat contre la dictature, que ce soit au sein de la paysannerie ou même de la classe ouvrière, réduite, de Managua.

Son **hégémonie** trouve donc sa source et sa force dans cette stratégie qui fait que *"Sandino et le sandinisme sont le symbole de notre nationalité, l'étendard du plus grand ralliement pour la victoire du nouveau projet national... Et ainsi, dans ce processus de prise de conscience historique et nationale, le FSLN est toujours – comme il l'a été pendant la guerre de libération – l'avant-garde qui cherche à comprendre le peuple et qui le conduit tout en se laissant interpeller par lui."*[1]

Ce type d'**hégémonie** suppose de fait le **pluralisme,** la pluralité organisée des courants d'idées, comme le souligne José Luis Coraggio : *"Le peuple nicaraguayen a opté pour un système pluraliste, formé de partis politiques qui se concurrencent pour le pouvoir au travers d'une consultation électorale. Il a reconnu l'orientation révolutionnaire du FSLN, qui implique l'approfondissement et le développement des transformations sociales, politiques et économiques de la société nicaraguayenne et le rejet de la prépondérance américaine."*[2] Cette **hégémonie** est donc sans cesse reconquise, consolidée par le FSLN au travers de sa capacité de répondre aux besoins des masses, de sa supériorité sur ce terrain – comme sur celui des idées – par rapport aux autres forces politiques.

Cette combinaison nécessaire entre pluralisme et hégémonie trouve un **soubassement** idéologique et culturel dans l'alliance particulière qui s'est forgée dans la révolution nicaraguayenne. Elle est mise en relief par un cadre du FSLN, Gallardo : entente entre *"trois grands courants historiques de l'humanité... Le nationalisme, avant tout le nationalisme populaire représenté par les luttes traditionnelles du peuple nicaraguayen et plus spécialement par l'héritage programmatique anti-impérialiste et populaire reçu de Sandino... Le christianisme, représenté dans la religiosité et la culture populaire majoritaire du peuple du Nicaragua et dans la participation combattante au processus révolutionnaire d'un nombre important de chrétiens, aussi bien dans la guerre insurrectionnelle que dans le processus de consolidation de la révolution... Le marxisme et les expériences révolutionnaires d'autres peuples intégrées par le Front sandiniste sur le chemin de son combat contre la dictature."*[3]

Cependant, les agressions croissantes des forces contre-révolutionnaires et impérialistes peuvent contraindre le FSLN à prendre des mesures de restriction dans le domaine de la liberté d'organisation et d'action de certaines forces d'opposition, au-delà de la **riposte militaire** déjà effectuée. Daniel Ortega, Commandant de la Révolution et président du Nicaragua, affirmait le 13 novembre 1984 : *"Le Front sandiniste va faire tous les efforts pour maintenir le pluralisme, mais en dernière instance cette situation sera déterminée par la politique agressive des Etats-Unis. Si on assiste à des bombardements ou s'il y a une intervention, nous nous verrons contraints d'instaurer un état de guerre et logiquement cela affectera les efforts que nous faisons pour établir définitivement une démocratie au Nicaragua."*[4]

Conformément à toute l'histoire, la responsabilité des limitations d'une série de droits repose donc d'abord sur l'impérialisme, qui considère cette région comme intégrée dans les frontières mêmes de son empire.

Ensuite, il faut bien saisir que la stratégie des sandinistes, dans ce domaine du pluralisme et de la "démocratie sandiniste", n'est pas dictée par de strictes considérations tactiques et diplomatiques découlant des impératifs du combat contre l'impérialisme. Le FSLN comprend certes que le développement de cette "démocratie populaire" est un instrument de lutte qui rend **politiquement** plus difficile, sur le plan intérieur et international, pour les Etats-Unis l'organisation d'une intervention. Mais, il a aussi fait l'expérience que sa force réside avant tout dans sa capacité de dégager un gigantesque consensus politique populaire contre les options de Reagan et ses alliés internes. Dans ce sens, le couple **hégémonie-pluralisme** est une assurance pour la défense de la révolution aussi sur le plan militaire. Sans même parler de la garantie que cela représente contre toutes les déformations bureaucratiques qui guettent – comme l'explique le FSLN lui-même – une révolution assiégée et exsangue.

En réalité, l'examen du cours de la révolution indique que, malgré l'accentuation des attaques économiques et militaires, les droits démocratiques, y compris dans leur expression juridique, ont sans cesse été élargis[5].

La presse internationale a beaucoup parlé de la **censure** du quotidien d'opposition *La Prensa.* Elle n'a pas fait le même vacarme autour de la liquidation de toute presse ayant des velléités d'indépendance au Salvador; ce qui s'ajoute aux quelque 50 000 meurtres commis par les Escadrons de la mort liés officiellement à la hiérarchie militaire ! Elle ne s'est pas efforcée d'expliquer que la censure de *La Prensa* – aidée en sous-main par l'impérialisme – porte sur les nouvelles d'ordre militaire et sur celles liées aux opérations d'accaparement de biens de consommation et de spéculation. Elle a fait quasiment le silence sur la levée quasi totale de cette censure durant toute la campagne électorale. Elle fait l'impasse sur ce détail : les pages censurées circulent sans problèmes, sous forme de photocopies, à Managua; elles sont reçues par les officines diplomatiques ! Et surtout, elle manifeste une amnésie étrange face à sa propre histoire. En effet, dans un pays "démocratique" comme la Suisse, dès le début de la Seconde Guerre mondiale, une censure très systématique a été déployée contre la gauche. Pourtant, ce pays était loin d'être attaqué. Mieux, il avait tout simplement passé un accord avec le régime nazi pour échanger la libre utilisation des voies de communication contre la "paix" et contre des commandes d'armement pour ses industries ainsi que l'afflux de capitaux dans ses banques. Et, il est inutile de s'apesantir sur le silence imposé plus d'une fois à la presse, en France, durant la guerre d'Algérie.

LA DÉFENSE MILITAIRE DE LA RÉVOLUTION

Dès le 19 juillet 1979, la place géo-stratégique de la révolution nicaraguayenne – dans "l'arrière-cour" des Etats-Unis – mettait à l'ordre du jour la question de sa **défense militaire,** appuyée et conditionnée par tous ses autres mécanismes de sauvegarde et d'approfondissement.

L'armée populaire sandiniste (EPS) est le fruit du combat contre la dictature. *"Ce sont des ouvriers et des paysans – 50 o/o d'analphabètes dans l'armée – qui détiennent les armes pour défendre leurs intérêts de classe"*, explique Bayardo Arce, au début 1980[6]. Ce pouvoir militaire du nouvel Etat est donc *"en même temps qu'une armée nationale, une armée d'une nation née dans le cours d'une lutte anti-impérialiste et populaire. Ce n'est pas une armée de parti, mais une armée qui reconnaît le contenu*

politique – et en définitive de classe – du projet de la nation qu'impulse la révolution sandiniste."[7]

Parallèlement à l'armée professionnelle, le FSLN a rapidement mis sur pied – dès 1980 – des **milices populaires.** Elles rendent possible l'accession des couches populaires aux forces armées et se complètent avec le système de service militaire.

Elles expriment au plus haut point la non-séparation de l'armée et du peuple. Un exemple que les défenseurs attitrés de la "démocratie" occidentale auront de la peine à trouver dans le continent latino-américain ! En outre, les tâches mêmes de l'armée (EPS) – au niveau de la production, de l'aide apportée aux paysans, outre les devoirs harassants de lutte contre la **contra** – indiquent qu'elle est en substance un instrument pour la survie et le développement du pays, en faveur des exploités.

Les Communautés chrétiennes de base dans leur lettre ouverte, *"Nous voulons la paix"*, explicitent une gageure à laquelle doit faire face l'EPS : *"Un autre défi, à plus long terme, est lié à la démocratisation de l'armée. Il est clair qu'une armée professionnelle aura une place importante au Nicaragua pendant longtemps. "Toutes les armes au "peuple" est une consigne qui exprime aujourd'hui un chemin de démocratisation de la défense nationale, tout à fait valable... Pour poursuivre cet idéal de la démocratisation, les officiers de cette nouvelle armée devraient également être désignés et "responsabilisés" devant le peuple, à travers des processus qui affirment la prédominance politique des classes populaires. Nous ne préconisons pas l'élection des officiers par la troupe, mais l'existence de mécanismes d'une surveillance populaire, sur l'armée aussi, pour qu'elle soit une institution contrôlée par le peuple et non une institution qui contrôle le peuple."*[8]

"DÉMOCRATIE SANDINISTE" ET ÉLECTIONS

Les sandinistes ont engagé la difficile entreprise – et pas seulement sous un angle tactique – de soumettre à l'approbation des masses populaires, par des élections, leur programme révolutionnaire, comme son application sous l'hégémonie du "parti d'avant-garde", le FSLN. Une approbation recherchée jusque dans le "secret" de l'isoloir, et non pas seulement dans les organisations de masses, où sont souvent plus aisément reconnus le dévouement et la probité de ses militants.

Milices populaires à l'entraînement. Un armement qui menace les USA ???

La "démocratie sandiniste" ne se réduit pas, loin de là, aux élections. **Mais, elle n'exclut pas ces dernières.** Comme le slogan de 1980 – *Le peuple a déjà fait son choix* – l'indiquait, les premières élections se firent en juillet 1979, par le biais de l'insurrection populaire de masse ! D'aucuns oublient cette légitimité révolutionnaire qui est, y compris, un acquis des révolutions bourgeoises.

Le FSLN, dès juillet 1979, s'est engagé à tenir des élections. Mais, correctement, il a priorisé la réponse aux aspects sociaux des droits démocratiques. Dans ce sens, la "démocratie sandiniste" met en premier lieu l'accent sur la satisfaction des besoins élémentaires des masses (alphabétisation, santé, éducation, emploi, etc.), sur leur participation directe au pouvoir par le biais des organisations de masses, sur la défense populaire du nouvel Etat, sur tous les droits inscrits dans les divers statuts et lois. Tout ceci "démocratisant" réellement les conditions pour la tenue d'élections qui, pour beaucoup, seront les premières, et pas seulement les premières libres !

Le FSLN intègre donc les **élections** dans son projet. Il les a utilisées comme une **deuxième campagne d'alphabétisation politique,** éduquant à cette occasion des milliers de militants, dialoguant massivement avec les travailleurs, les paysans, la population. Il s'est refusé d'exclure a priori aucun courant idéologique national. Mais il a refusé les chantages et les conditions mises par ceux qui voyaient dans les élections – comme la Coordination démocratique nationale d'Arturo Cruz – l'occasion d'ouvrir une "négociation" ayant pour but de "délégitimer" un scrutin et de donner une légitimité politique à ces créatures des Etats-Unis que sont les **contras** (dont le noyau est composé d'anciens membres de la tristement célèbre Garde Nationale de Somoza).

En introduisant les **élections** dans le mécanisme d'institutionnalisation du nouveau pouvoir, en **officialisant une opposition** au FSLN, ce dernier a choisi de poser toute une série de problèmes qui sont, en partie, nouveaux dans le cadre de la transition au socialisme, si l'on se réfère aux expériences passées.

En fait, c'est dans **l'approfondissement** de la démocratisation sociale de la société – qui implique entre autres que la crise économique ne puisse pas être mise à profit par la propriété privée pour affaiblir les travailleurs, ce qui nécessitera des nouvelles incursions dans ce réduit de forces bourgeoises – comme dans l'affinement des mécanismes de participation directe au pouvoir que se trouvent les assurances les plus grandes, sur le plan politique, pour la consolidation d'une hégémonie du FSLN, même consacrée par des élections "classiques". Or, les dernières ont été tenues en pleine situation de guerre, ce que certains amnésiques intéressés ont vite gommé de leurs écrits[9].

INSTITUTIONS ÉTATIQUES ET ORGANISATIONS DE MASSES

Dans le futur proche – si l'agression impérialiste laisse un espace suffisant – une des questions importantes qui vont se poser, aussi bien dans les organisations de masses qu'au sein de l'Assemblée nationale élue, sera celle de l'articulation entre les institutions que va se donner le "nouveau Nicaragua" et les instruments dont dispose le peuple.

Dans l'approche de cette question, il faut toujours avoir en vue que ce pays est sorti de 45 ans de dictature et d'une guerre civile dont les blessures n'étaient pas encore cicatrisées qu'une nouvelle guerre commençait ! En fait, *"la révolution sandiniste doit prendre en charge la création de l'Etat non seulement comme Etat issu d'un projet populaire et anti-impérialiste, mais aussi dans le sens plus élémentaire d'un Etat moderne : depuis une armée nationale jusqu'à un réseau moderne de communication ; depuis un système judiciaire jusqu'au système éducatif..."*[10]

Pour le FSLN la tâche est des plus complexes. Il doit **à la fois construire** les éléments essentiels d'un appareil d'Etat fonctionnel à la conduite de tâches impératives et élémentaires pour une transition au socialisme et assurer que les masses – poussées normalement à avancer des revendications matérielles souvent difficiles à satisfaire – puissent influer directement sur et dans ces institutions.

En outre, dans l'édification de cet Etat, le FSLN rencontre non seulement l'opposition des **contras** et de l'impérialisme, de leurs alliés politiques, mais aussi celle du seul appareil centralisé qui existait, avec une base populaire, sous Somoza : **l'appareil de l'Eglise.** Cet appareil comme la hiérarchie qui y siège ne peuvent accepter ni la transformation sociale et culturelle du pays, ni la consolidation d'un nouvel Etat qui n'est plus prêt à laisser l'espace, dans la société civile, à la machine bureaucratique ecclésiastique. Il y a là un moteur de la politique contre-révolutionnaire des sommets de l'Eglise, qui canalisent une grande partie de l'opposition politique au nouveau pouvoir.

La possibilité pour les organisations de masse d'intervenir directement dans le processus d'institutionnalisation repose d'abord sur leur **autonomie** face à ces institutions. Carlos Nunez affirme : *"Les organisations de masses doivent être aussi des instruments capables d'exprimer avec autonomie les revendications de secteurs sociaux qu'elles représentent, et donc elles devront recourir aux moyens les plus courants comme aux plus inhabituels."*[11]

La participation des masses à la conduite de l'Etat est un droit qu'elles ont conquis dans leur lutte. Il ne s'agit pas d'une concession faite par le nouveau régime aux travailleurs, paysans, masses urbaines paupérisées. C'est un droit fondamental et fonctionnel à toute transition au socialisme.

Une forme de cette participation directe réside dans la discussion de divers programmes de santé, d'éducation par les utilisateurs organisés et les travailleurs de ces secteurs. Une des plus importantes se situe au niveau de la **gestion économique.** C'est ici que le labyrinthe de l'apprentissage de la **gestion directe** est le plus tortueux, que les inerties – au niveau de l'agriculture comme d'une rachitique industrie – se font le plus sentir, que les handicaps techniques et culturels s'expriment avec force, que les méfiances "technicistes" se révèlent avec le plus d'aisance. Ce serait un sujet d'étude à lui seul. Sur ce terrain, les sandinistes rencontrent de gros problèmes, d'autant plus qu'ils ne peuvent résorber le "secteur informel" (petits vendeurs, etc.). Leur force, c'est de reconnaître et discuter ces questions. Voilà une autre dimension de la "démocratie sandiniste".

Enfin, le fonctionnement même de l'appareil d'Etat n'est pas neutre. *"Travailler aujourd'hui dans l'Etat exige une dose non négligeable de renoncements"*[12], étant donné les bas salaires. Le secteur privé ne manque pas de tenter d'attirer, avec des offres salariales plus alléchantes, des techniciens. Il vise par là à affaiblir le fonctionnement administratif du nouveau régime.

Mais, malgré l'abnégation de très nombreux "fonctionnaires", le problème du **contrôle** sur les employés de l'Etat reste entier. Il est, lui aussi, posé publiquement : *"En ce qui concerne la relation entre gouvernement et parti, il s'agit de mettre au point les mécanismes au moyen desquels les fonctionnaires du gouvernement verront leurs responsabilités passées à l'examen du peuple et les moyens pour que la logique gouvernementale ne se confonde pas avec la logique des organisations partisanes."*[13]

Cet ensemble de questions vont sous-tendre toutes les discussions sur la nouvelle Constitution et sur la nature du parti d'avant-garde à consolider. Entre autres, devra être précisé, dans le cadre du pouvoir dévolu à l'institution législative, le pouvoir décisionnaire particulier des organisations de masses, dans les domaines qui les concernent ou dans la gestion économique. C'est un des points nodaux de l'institutionnalisation à venir.

Le FSLN, plusieurs fois, a expliqué qu'il avait su tirer les leçons essentielles des expériences passées et tenir compte au plus haut point du cadre particulier dans lequel se déroule la révolution. Il a échappé au double piège du modèle abstrait et de la sous-estimation des questions de fond de la transition au socialisme. En dernière instance, le modèle qui fera ses preuves, par excellence, sera celui qui correspondra aux besoins du peuple et que ce dernier défendra avec acharnement face à la multiplication des atteintes de toutes sortes contre sa révolution.

Pour nous la solidarité avec cette révolution, qui traduit les progrès accomplis dans l'histoire consciente des révolutions socialistes, participe à la fois du devoir de chaque militant anti-impérialiste, mais aussi de la nécessité de l'effort déterminé pour extraire les leçons d'une expérience qui devient le patrimoine des travailleurs à l'échelle internationale.

UDRY Ch. André
10 avril 1985

1. "Nous voulons la paix", lettre des Communautés chrétiennes du Nicaragua aux hommes et femmes qui, dans le monde entier, œuvrent pour la paix. *CIMADE-INFORMATION*, novembre 1984, p. 15.
2. José Luis Coraggio, "Elecciones : Interrogantes y desafios", in *Pensamiento proprio*, diciembre 1984.
3. Gallardo, *Nicaragua sandiniste devant la crise internationale*, polycopié, 1985, p. 38.
4. Daniel Ortega, cité dans *Pensamiento proprio*, diciembre 1984, p. 10.
5. Citons le Statut fondamental de juillet 1979 ; le Statut sur les droits et les garanties des Nicaraguayens d'août 1979 ; la Loi sur les partis politiques d'août 1983 ; les élections de novembre 1984 et la Loi sur les nationalités (Miskitos), sans mentionner toutes les conquêtes sociales essentielles.
6. Bayardo Arce, "El papel de las fuerzas motrices antes y despues del triunfo", serie orientacion sandinista, No 6, p. 30.
7. Carlos M. Vilas, *La Revolucion sandinista*, editorial Legasa, Buenos Aires, 1984, p. 202.
8. "Nous voulons la paix", *op. cit.*, p. 22.
9. Voir sur cette question le numéro de *Pensiamento proprio*, octubre-noviembre 1984.
10. Carlos M. Vilas, *La revolucion sandinista*, *op. cit.*, p. 364.
11. Carlos Nunez Tellez, "El papel de las organizaciones de masa en el proceso revolucionario", serie orientacion sandinista No 3, 1980, pp. 15 ss.
12. "Nous voulons la paix", *op. cit.*, p. 16.
13. "Nous voulons la paix", *op. cit.*, p. 16.

Liste unitaire à Genève :

S'ÉCOUTER POUR S'ENTENDRE

La presse romande — plus particulièrement la presse genevoise — a rapporté, à maintes reprises, la discussion qui se déroule dans la gauche genevoise, dans la perspective des élections de l'automne 1985. Cette discussion s'est ouverte suite au lancement de l'appel pour une liste unitaire de la gauche (voir *La Brèche,* No 338, du 30 mars 1985).

Le Parti du travail (PdT), section genevoise du Parti suisse du travail (PSdT), a pris diverses positions publiques et y a consacré divers articles dans son hebdomadaire *La Voix ouvrière* (voir *La Brèche,* No 339, 13 avril 85).

Nous publions ici la principale contribution de la *Voix ouvrière (V.O.)* et une lettre de trois membres du PdT. L'article de nos camarades de la section du PSO de Genève (voir à la page suivante) clarifie *quelques aspects* du débat en cours. Nous espérons pouvoir publier, dans le futur, d'autres apports — donnant des points de vue divers — à cette discussion. Evidemment, sous-jacent à ce débat, surgit celui des perspectives, en Suisse, d'une gauche de combat. Nous y reviendrons !

La Brèche

VO genevoise — Jeudi 11 avril 1985

«Liste unitaire de gauche»

Quelques nécessaires précisions politiques

Dans les colonnes de la «Voix Ouvrière» et par un communiqué de presse, le Parti du Travail s'est déjà exprimé clairement à propos de l'appel à constituer une prétendue «liste unitaire de gauche» pour les prochaines élections cantonales; une démarche que ses auteurs subordonnent à un sabordage d'une liste autonome du PdT.

Depuis, une lettre de Pascal Holenweg, ostensiblement signée de ses titres de président de la section PSG-Rive gauche (Ville de Genève) et membre du Comité central du Parti socialiste suisse et parue dans le courrier des lecteurs des journaux «Le Courrier» et «La Suisse» ainsi qu'une correspondance de Jean Ziegler, que nous publions ci-dessous, veulent relancer le débat.

«Que le PdT se sacrifie!»

Telle est la conclusion que l'on pourrait en somme tirer de la lettre de notre ami Ziegler, dont nous pouvons d'ailleurs partager la plupart des analyses mais qui, tout en déclarant que cette liste ne «concerne pas le Parti du Travail» saute allégrement sur le fait que l'une des conditions de sa constitution est justement son effacement. Un effacement que Jean Ziegler ne semble par contre pas du tout envisager pour le PSG, puisqu'il précise même ses craintes au sujet du nouvel électorat capté par le PEG, qui pourrait coûter cher à son parti. D'où l'utilité de cette liste de gauche, mais dont le PdT n'a ainsi qu'à faire seul les frais!

Mais il faut ici aborder le débat de fond et répliquer à ceux qui veulent nous faire passer pour d'affreux sectaires et nous faire porter la responsabilité des difficultés de toute la gauche et même (déjà!) endosser une future défaite de celle-ci. Ce qui souligne l'esprit pessimiste de ceux qui, paradoxalement, prétendent la conduire au succès!

Une attitude qui risque au contraire de démobiliser encore un peu plus son électorat qui se f... pas mal (dans sa grande majorité) de ces basses querelles de politique politicienne et se demande plutôt ce que cette gauche peut faire de *concret et d'efficace* pour s'opposer à la crise et à l'offensive de la droite, en matière d'impôts, de logements, de dégradation du cadre de vie, de diminution des places de travail, etc.

Les conditions de l'action parlementaire

Or, si nous ne méconnaissons pas la complexité et l'existence à Genève de *«milliers de femmes et d'hommes, exigeants, généreux, désireux de s'engager dans un combat politique* (...mais qui) *sont méfiants face aux partis traditionnels de gauche»* peut-on pour autant considérer que la voie juste pour les mobiliser électoralement soit de démanteler sur ce plan-là une organisation politique existante et qui a largement fait ses preuves en matière de défense des intérêts populaires, au profit d'un vague conglomérat sans unité et surtout sans programme?

Car l'une des premières conditions de l'action sur le plan politique général et parlementaire, c'est qu'elle vise des buts et que pour cela elle doit rassembler des gens qui ont, sinon sur tous les points, du moins sur la plus grande partie de la politique qu'ils veulent conduire, les mêmes idées, à la fois de finalité et de tactique. Des conditions dont on ne peut guère dire qu'elles soient réunies entre le Parti du Travail et les personnes qui lancent cet appel (et qui auraient, même en leur sein, de profondes divergences sur des questions importantes). Ce qui est d'ailleurs reconnu par les auteurs de l'appel *«qui ne prétendent pas faire un mouvement politique homogène»*.

Mais l'une de nos fiertés, chez nous, Parti du Travail, c'est de n'avoir jamais cherché à tromper l'électeur et ne s'être jamais — selon les mots du Manifeste communiste *«abaissé à dissimuler nos opinions et nos projets»*. Et dont les représentants dans les organismes publics ne sont pas propriétaires privés de leurs mandats, mais soumis aux électeurs qui les ont élus (tout d'abord) et par conséquent (ensuite) au parti pour lequel ces électeurs ont voté. Ce qui leur donne — en tout cas, pour ce qui nous concerne — des garanties que la politique pour laquelle ils se sont prononcés sera appliquée. Ce qui serait difficilement possible dans le cadre d'un mouvement «non homogène».

Il faut reparler du «gauchisme»

En réalité, avec cette entreprise politique on est contraint d'en revenir à un débat que nous avions souvent eu à la fin des années 60 et au début des années 70 sur ce que l'on a appelé d'une expression peut-être trop commode, le gauchisme, du nom qu'avait donné en 1920 déjà Lénine à la «maladie infantile du communisme» ou ce qu'Engels avait défini comme l'attitude consistant à «ériger son impatience en argument théorique». Cela dit, en tenant compte du fait indéniable que certains des individus ou groupes que l'on «classait» sous cette dénomination ont évolué depuis lors. C'est frappant dans le cas du PSO (qui a, significativement, transformé son nom de Ligue marxiste révolutionnaire en Parti socialiste ouvrier) et qui a repris depuis quelques années des actions et des slogans «réformistes» du style «moins de tank, plus d'AVS» qu'il vouait aux gémonies il y a dix ou quinze ans parce que «non révolutionnaires».

Mais si certaines de ces évolutions ont rendu possibles des actions communes et n'excluent pas des ententes partielles (et pourquoi pas, même certains accords électoraux ou l'accueil de candidats sur des listes de gauche, sur la base d'accords et d'engagements préalables précis) il faut tout de même rappeler les raisons pour lesquelles il est abusif de considérer que l'union de la gauche ou le rassemblement populaire que nous souhaitons pourtant ardemment, puisse passer prioritairement par la voie que d'aucuns nous proposent!

Le volontarisme substitué à l'action réfléchie

Dans la crise profonde que connaît aujourd'hui la société capitaliste, face à l'absence de perspectives que ressentent maintes couches sociales ou individus, naît plus facilement le désespoir d'une part ou l'impatience devant une situation apparaissant sans issue. C'est ainsi qu'une phraséologie révolutionnaire radicale laisse à certains l'illusion qu'une solution à leurs problèmes et à la crise de la société pourrait être trouvée aisément et sans retard. En même temps que se maintient si ne se renforce (par dépit ou déception de voir un monde socialiste qui ne correspond pas à l'image idéalisée dont ils rêvent et qui traîne même parfois encore de lourdes tares économiques et politiques) une hostilité profonde envers l'URSS et les pays socialistes qui lui sont alliés et par «déduction» de l'idéologie dominante (particulièrement agressive ces dernières années), envers les partis communistes et ouvriers traditionnels.

Ces groupes ou personnes ne se laissent souvent pas arrêter par la nécessaire analyse approfondie de la réalité politique, économique, telle qu'elle se présente dans notre pays aujourd'hui et ne tiennent pas compte de la réalité et du rapport des forces pour fixer les buts de leur action et le chemin pour y parvenir.

Malgré leurs prétentions doctrinales, les «gauchistes» sont des idéalistes, des romantiques, peut-être sympathiques et séduisants, mais qui renoncent à la recherche d'une voie propre à chaque pays pour parvenir au socialisme. Impuissants à trouver les chemins concrets pour modifier l'évolution de la société capitaliste ils substituent à l'action réfléchie et patiente, le volontarisme et les actions spectaculaires mais en feu de paille. Et même lorsque leurs critiques de la société sont valables et que leur activité est inspirée par des sentiments généreux, ils obtiennent peu d'audience populaire.

Un phénomène qui se nourrit aussi de nos insuffisances

Cela dit, il ne faut d'une part pas assimiler tous ceux qui ne partagent pas toutes et tout de suite nos convictions à des «gauchistes» en puissance, ni omettre de voir que le gauchisme se nourrit également des faiblesses et des insuffisances du mouvement traditionnel de la gauche. Si, par exemple, on n'apporte pas une attention constante à des groupes sociaux particulièrement exploités ou frappés par la crise (telle catégorie sociale ou les travailleurs immigrés, par exemple) ou si nous sommes en retard à un moment donné sur des problèmes qui prennent une importance de premier plan (difficultés du logement, insécurité du travail, droit de la femme à l'égalité et à la dignité, défense d'un environnement sacrifié au profit, etc.).

La crise de la société, l'évolution rapide des techniques et des besoins des hommes ne doivent prendre aucun retard dans nos analyses et surtout dans l'organisation des luttes populaires qu'elles imposent.

Et c'est sans doute là — malgré certains efforts, comme l'élaboration de notre programme de Regensdorf en 1979, il est certain que le Parti du Travail n'est pas sans reproches à ce propos — qu'il faut aussi voir le pourquoi du développement d'une telle situation préélectorale à Genève. Et que c'est aussi par une action plus offensive, une indispensable élévation du niveau politique de ses cadres et de ses membres que le Parti du Travail éliminera la «méfiance» et le manque de motivation de ce nouvel électorat de gauche potentiel.

Que faire maintenant?

En attendant, nous ne pouvons que répéter sur le plan concret de la prochaine échéance électorale les raisons qui amènent le PdT a considérer comme inacceptable en l'état la proposition faite par le groupe de l'«appel unitaire»: disparition du sigle du PdT, absence de consensus sur un programme et des candidats, risque d'affaiblir la représentation de la gauche en présentant une coalition et en menant une campagne hétéroclites, ne mobilisant pas l'électorat traditionnel du PdT et pas forcément non plus celui que l'on voudrait conquérir.

Cela dit, un accord éventuel pourrait être conclu sur une base loyale, raisonnable et des objectifs communs. Comme l'a d'ailleurs déclaré le PdT en proposant (comme il y a quatre ans) d'ouvrir sa liste à des personnalités progressistes, même membres d'autres organisations sociales et politiques de gauche. Et qui, dans le cadre du contrat de législature que nous aurions passé ensemble, conserveraient naturellement en cas d'élection leur totale indépendance. C'est cette proposition honnête et réaliste — faite déjà le 30 janvier alors que «l'appel unitaire» date de mi-mars — qui, à nos yeux, est seule en mesure de conserver ou même d'augmenter la représentation de la gauche au Grand Conseil genevois.

A. Rauber

Une lettre de 3 membres du PdT

V.O. du 11 avril 1985

Nous avons encore reçu une lettre des 3 membres du Parti du Travail qui ont signé cet "appel unitaire". La réponse à leurs arguments se trouve en grande partie dans le texte ci-contre d'A. Rauber. Remarquons simplement que l'avis de ces membres est très minoritaire au sein du Parti du Travail et qu'ils furent les seuls (+ 1) à s'opposer au refus de l'assemblée des délégués d'accepter la proposition des auteurs de l'appel. Une très grande majorité de membres qui, au contraire des auteurs de cette lettre, sont eux résolument optimistes quant au score électoral et à l'avenir politique du Parti du Travail (Ndlr VO).

Nous avons signé un appel pour une liste unitaire. Sa mise sur pied ne dépendait d'ailleurs nullement de notre signature.

Comme son nom l'indique, il s'agit d'une démarche tentant de réunir les forces de gauche, c'est tout.

Deux aspects principaux ont motivé notre signature; l'un politique, l'autre plutôt arithmétique :

1. Nous craignons effectivement que le parti n'obtienne plus, cette année, le quorum. Si le chiffre concernant les pertes électorales du PdT avancé dans l'appel est effectivement bêtement faux, cela ne change rien au fond du problème; notre parti n'a fait que de perdre une grande partie de son électorat ces dernières années. Nous ne sommes pas les seuls à le constater, et il ne faut pas faire comme si toutes les discussions à ce propos n'avaient pas eu lieu au sein du parti.

Nous accuser de *souhaiter* la disparition parlementaire du PdT parce que nous exprimons ce risque est quand même un peu gros !

2. Le PdT est un instrument de lutte et non un but en soi.

Nous avons entrepris de nombreuses tentatives en vue d'adapter cet instrument aux réalités actuelles telles que nous les percevions. Nous déclarer "victimes d'une campagne d'intoxication" est pousser un peu loin notre prétendue naïveté !

Le PdT, tel que nous le comprenons, a été créé dans le but de transformer la société pour qu'elle devienne juste et respectueuse des êtres humains. Un des rôles essentiels du parti est donc d'être un moteur pour un large rassemblement populaire. Il doit tout mettre en œuvre pour favoriser un regroupement des forces progressistes face à la grande bourgeoisie et au racisme s'aggravant. Ceci, tous nos documents de congrès le disent.

Ainsi, le fait de mettre sur une même liste le PdT et d'autres forces de gauche ne peut être considéré comme du sabordage mais tout au contraire favoriserait les instruments de lutte en faveur du renouveau de la gauche.

Nous militons depuis suffisamment longtemps pour être lucides quant au fait qu'il n'est ni possible ni souhaitable d'envisager une seule et unique formation de gauche. Mais l'appel n'est-il pas assez clair lorsqu'il dit "Une liste unitaire n'a de sens qu'en respectant cette diversité. Elle ne prétend pas en faire un mouvement politique homogène. Mais ces forces ont des intérêts communs. Toutes risquent de subir les contrecoups d'un recul électoral de la gauche. De plus, elles ne veulent pas seulement résister, mais essaient d'avancer, dans cette société dominée par l'égoïsme et la loi du profit, des solutions solidaires ouvrant la voie à des rapports plus humains et à une économie qui réponde aux besoins des hommes et de leur environnement par une technologie adaptée à ces objectifs".

Il en ressort que chaque groupement continuerait ses actions propres, extraparlementaires, et c'est quand même à travers ses actions qu'une organisation politique forge son identité. En faisant figurer son nom parmi d'autres noms sur une liste commune, le PdT ne peut craindre pour son identité que si celle-ci est creuse et/ou s'il ne fait pas confiance à ses électeurs.

Il est vrai que notre analyse du PdT n'est pas très optimiste; nous ne nous en sommes jamais cachés. Son identité se base plutôt sur un passé idéalisé, mais ne comporte plus de ligne politique d'avenir claire. Le parti craindrait-il alors la confrontation d'idées avec d'autres forces de gauche ?

L'appel pour une liste unitaire est un "mariage de raison", une démarche de tactique électorale que nous soutenons dans la dangereuse situation actuelle de crise et d'avance de la droite, afin que l'espoir renaisse parmi tous ceux qui aspirent à un changement de société.

Félix Dalang, Georges Meylan, Véréna Keller

Liste unitaire à Genève :

Mieux vaut être précis...

Interfoto

"Se mettre d'accord sur des revendications qui concernent les travailleurs, les locataires, les femmes, les immigrés, la jeunesse..."

La proposition d'une liste unitaire de gauche faite par plusieurs dizaines de militant(e)s de gauche reconnus, dont des membres du PSO, a suscité une petite tempête dans le marais électoral. Côté Parti du travail (PdT), on a parfois le sentiment que ses dirigeants sont sur la défensive.

Traduire une unité d'action

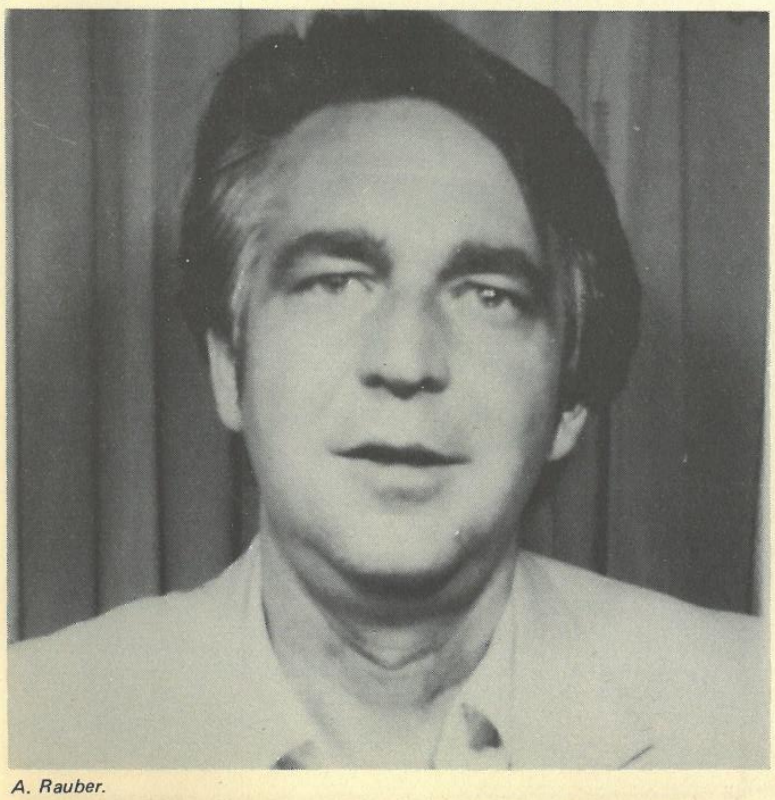
En fait, la proposition d'une liste unitaire de gauche repose sur un simple constat : offrir à des militants engagés dans des activités syndicales, politiques et sociales (mouvements d'habitants, féministe, pacifiste, écologiste, etc.), à ceux qui résistent à l'offensive néo-conservatrice (habillée des guenilles du libéralisme...) un moyen de s'exprimer sur le plan électoral, institutionnel, qu'ils soient membres ou non d'un parti. Jean Ziegler l'exprimait en disant que cette liste concerne *"la multitude des hommes et des femmes de gauche encore non engagés"*[1], ce que soulignent aussi des membres du PdT[2].

L'intention de cette démarche est tout simplement de traduire une **alliance** entre diverses forces progressistes qui agissent dans la vie sociale, de permettre à cette entente une présence politique à ce moment particulier que sont les élections et, si possible, d'agir au parlement comme porte-parole des actions et des revendications de ses diverses composantes. En un mot : de réaliser un pôle capable de catalyser les forces de gauche actives déjà organisées.

Alors pourquoi le camarade Rauber ou la direction du PdT lors d'une conférence de presse cherchent-ils des puces où il n'y en a pas ? Ils affirment d'un côté que cet appel est *"trop grandiloquent pour être sérieux"*[3] et, de l'autre, accusent ses signataires de vouloir *"saborder"* le PdT. Il y a là un manque de bon sens ou de sérénité.

Marcher séparément, frapper ensemble

Il serait hypocrite de ne pas reconnaître un problème : le déclin électoral du PdT[4] est un élément de la proposition qui a été faite. Le risque qu'il n'atteigne pas le quorum ne peut être totalement écarté. La proposition de conjuguer des forces permet **à la fois** d'écarter ce risque et de répondre aux objectifs mentionnés auparavant.



A. Rauber.

Les trois signataires de la lettre publiée dans la *V.O.* (voir ci-contre) n'écartent pas le risque de pertes électorales : *"Notre parti n'a fait que perdre une grande partie de son électorat ces dernières années."* Ce fait donné, il y a plusieurs manières de réagir. Le Congrès du PdT/POP vaudois (mai 1984) affirmait : *"Les reculs que nous avons connus ces dernières années placent notre parti à un carrefour : repli sur soi ou ouverture dans l'action."*[5] Nous avons l'impression que la réaction **initiale** du PdT genevois correspond plus à la première qu'à la seconde.

En fait, la proposition d'une liste unitaire ne doit se solder **ni par un sabordage du PdT, ni par une absorption des forces qui ont lancé cette proposition.** L'un et l'autre iraient à l'encontre des intérêts mutuels.

En quoi la proposition faite peut-elle *"démanteler sur ce plan une organisation politique existante"* ? Comment la mise côte à côte, sur une liste commune, du PdT et des représentants de la liste unitaire (qui devra se donner un nom) pourrait-elle "saborder" le PdT ? Ce serait au contraire un signe que le PdT veut "s'ouvrir" ! Ce que bien des résolutions du PdT, national et dans les cantons, ont souvent rappelé, comme le congrès du POP vaudois : *"Nous entendons renforcer la collaboration avec les mouvements sociaux qui se sont créés ces dernières années (pacifistes, défense des droits des femmes, des consommateurs, des locataires, etc...) Nous souhaitons renforcer les contacts avec les partis à la gauche de la social-démocratie."*[6] Une liste conjointe, parce qu'elle respecte **les particularités et l'identité de ses composantes,** constitue précisément un pôle d'attraction.

Pour une raison symétrique, il est faux et inacceptable de vouloir **noyer** sur une liste PdT trois progressistes qui furent à l'origine de l'appel pour une liste unitaire. Une telle opération enlèverait à celle-ci son aspect d'expression unitaire de forces qui ont leurs propres expériences, leurs caractéristiques, parfois **hors** du cercle des partis politiques. Ce serait subordonner une dynamique unitaire, même partielle, les intérêts de mouvements sociaux à un intérêt d'étiquette.

Le camarade Rauber avance une autre idée : en votant une liste **conjointe,** les électeurs se prononceraient pour une politique moins cohérente, *"dans le cadre d'un mouvement non homogène"*. Mais si le PdT lui-même a proposé des candidats indépendants sur sa liste, il prend aussi le risque que ces **indépendants** votent parfois différemment que le parti. Sinon, en quoi seraient-ils indépendants ?

"On peut marcher séparément et frapper ensemble." Ce vieil adage du mouvement ouvrier exprime bien le sens d'une liste unitaire qui, sans tomber dans le piège de la fausse homogénéité (pour ne pas parler de monolithisme), est capable de se mettre d'accord **sur des revendications qui concernent directement les besoins des travailleurs, des locataires, des femmes, des immigrés, de la jeunesse, de ceux qui combattent la destruction capitaliste de l'environnement.** Voilà qui est plus important que les querelles de politique politicienne ou les rappels étranges sur le "gauchisme" !

"L'antimodèle"

Ce n'est un secret pour personne que des différences politiques existent entre le PdT et le PSO. Le débat dans le mouvement ouvrier ne date pas d'hier et l'a même rendu souvent attractif, par la vivacité de ses discussions, qui tranchait avec l'unanimisme introduit par le stalinisme. Mais ces différences n'empêchent pas **l'action commune** car la défense des intérêts des salariés et des mouvements sociaux prime sur tous les débats.

C'est ce qu'a fait le PSO, en 1972, en développant une campagne pour les pensions populaires, en participant à l'initiative de 1982 pour abaisser l'âge de la retraite (avec POCH, PdT, PSA) ou en "sauvant" le droit de référendum sur les crédits militaires (où nous aurions bien voulu être aux côtés du PdT, s'il l'avait accepté).

Par contre, lorsque le camarade Rauber aborde la question du "monde socialiste", il devrait chausser des bottes plus fines. Il parle de *"déception de voir un monde socialiste qui ne correspond pas à l'image idéalisée dont ils* (les gauchistes que nous serions, réd.) *rêvent"*. Tout le problème est qu'en Pologne ce furent dix millions de travailleurs qui rêvèrent d'une "République autogérée" ! Et ce rêve doit être fort pour que Jaruzelski and Co. tentent de supprimer leur cauchemar en essayant de gommer le rêve de Solidarność par un coup d'Etat, la dissolution du syndicat indépendant et l'arrestation de ses dirigeants !

Nous ne nions pas la campagne anticommuniste. Nous la dénonçons et savons qu'elle vise, ici, les salarié(e)s dans leur ensemble. Mais nous savons aussi que le régime en URSS la nourrit comme "antimodèle". Car il n'y a de socialisme que lorsque la société – les travailleurs organisés – contrôlent l'Etat. Ce que tente de faire, avec d'extrêmes difficultés vu l'agression impérialiste et la pauvreté, le Front sandiniste (FSLN) au Nicaragua. En URSS par contre, **c'est l'Etat qui contrôle la société,** c'est une minorité qui en tient les rênes, à l'aide d'une police démesurée. En Tchécoslovaquie comme en Pologne, les travailleurs parlent ainsi des "autres" pour désigner les dirigeants du PC et de "nous" en parlant d'eux. Faire la clarté sur cette question n'est pas secondaire. C'est établir clairement le lien entre socialisme et démocratie. La question est posée en URSS, en Amérique latine, en Europe, partout. Il y a, évidemment, des particularités nationales au socialisme. Mais une particularité ne peut pas exister : **un socialisme sans démocratie.** Ou alors, on ne parle plus de socialisme.

Tout cela peut être discuté et le sera. L'essentiel, actuellement, est de construire un **front de résistance** contre la droite, contre l'arrogance patronale, contre la destruction du cadre de vie par les impératifs du profit. Ceci tant sur le plan syndical, dans l'action et les mouvements sociaux, que sur le plan électoral et institutionnel. Espérons que sur cela, il y aura accord. *La Brèche* met ici à disposition les pièces de ce dossier. Espérons que la *Voix Ouvrière* fasse de même. Cela ne peut que faciliter l'unité dans la clarté.

Michel Thévenaz

---

1. Lettre dans la *V.O.* du 11 avril 1985.
2. Lettre dans la *V.O.* (publiée ci-contre).
3. Article de Rauber, *V.O.* du 21 mars 1985.
4. Textes d'orientation – POP vaudois (13 mai 1984, Congrès du renouveau).
5. *idem.*
6. Voir *La Brèche* No 339, 13 avril 1985.

Avortement en Espagne :

Interfoto

Manifestation de solidarité à Genève à l'occasion du procès de Bilbao de 1979.

UNE VICTOIRE CONTRE LES FEMMES

Simultanément à son entrée dans la CEE, l'Etat espagnol se retrouve dans une situation d'obscurantisme en matière d'avortement. Il s'ajoute à deux autres pays de la CEE où l'avortement est pénalisé dans tous les cas : l'Irlande, l'interdiction d'avorter est inscrite dans la Constitution, et la Belgique, bien que non dépénalisé légalement, l'avortement est toléré et largement pratiqué. Tout socialiste qu'il est, le gouvernement espagnol n'a pas résisté aux pressions de l'Eglise, de la droite et des milieux réactionnaires de tout poil. Un droit fondamental des femmes est encore bafoué dans un pays où le fameux "changement démocratique" relève, de plus en plus, de la mythologie.

Le Tribunal constitutionnel espagnol s'est prononcé contre la loi sur la dépénalisation de l'avortement présentée par le gouvernement socialiste et approuvée par le Parlement. Cette loi aurait autorisé l'interruption volontaire de grossesse en cas de viol, de malformation du foetus ou de danger pour la vie de la mère. La loi dans son ensemble a été déclarée anticonstitutionnelle : elle ne contiendrait pas les garanties suffisantes qu'exige l'article 15 de la Constitution qui protège le droit de "tous" à la vie. Seul le cas de l'avortement "éthique" (grossesse consécutive au viol de la mère) est considéré conforme à la Constitution, si toutefois plainte a été déposée. Dans les deux autres cas, le Tribunal constitutionnel demande des garanties médicales pour éviter les "abus" : l'avis d'un deuxième médecin et la détermination des centres hospitaliers autorisés à pratiquer l'intervention. Le Tribunal constitutionnel s'étant prononcé à six contre six, c'est le président de cette instance qui a fait pencher la balance dans le sens du blocage de la loi.

Avorter en Espagne demeure donc un délit. D'après les données de l'Organisation mondiale de la santé, les grossesses non désirées concernent 50 o/o des huit millions d'Espagnoles en âge de fertilité. La femme enceinte tente d'abord d'avorter elle-même, en utilisant toutes sortes de produits (persil, safran, eau de javel, etc.). Quand elle n'obtient pas le résultat escompté, elle a recours à une "faiseuse d'anges" pour une somme de 30 000 pesetas environ (500 francs). La sociologue Josuna Aguinaga estime à plus de 32 000 le nombre d'avortements pratiqués en Espagne et qui entraînent des conséquences pour la santé de la mère, des hospitalisation ou des décès.

Londres, ou la "solution" des plus favorisées

Un nombre croissant de femmes se rendent chaque année à Londres, Amsterdam ou à la frontière française pour se faire avorter dans de bonnes conditions. D'après les données officielles du bureau britannique de recensements, 22 999 Espagnoles ont subi un avortement en Angleterre en 1983. En juin 1984, le Tribunal constitutionnel dépénalise l'avortement pratiqué à l'étranger. Ainsi, sous gouvernement socialiste, seules les femmes jouissant d'un certain degré d'information et de revenus ont effectivement le droit d'avoir des enfants désirés.

Une autre possibilité : l'avortement à Tanger. En 1983, la mort d'une femme de 33 ans, mère de quatre enfants, lors de sa tentative d'avorter à Tanger, révélait l'existence de cette "Londres du Sud", fréquentée chaque année par des centaines de jeunes andalouses.

La possibilité existe d'avorter en Espagne, mais... pour 80 000 à 100 000 pesetas (1200 à 1500 francs). En plus des risques légaux que cela suppose, cette solution n'est envisageable que pour des femmes des zones urbaines, ayant un minimum d'information et un revenu suffisant.

Un droit des femmes

A la suite du rejet par le Tribunal constitutionnel, des députés socialistes ont proposé l'élaboration d'un nouveau projet de loi, qui contienne une "indication sociale" autorisant l'avortement au cas où la grossesse poserait de graves problèmes sociaux à la femme enceinte. Le groupe parlementaire socialiste, estimant que *"ce n'est pas le moment opportun"*, **l'a refusé.** Le recul des socialistes est plus grave encore : ils ont renoncé à introduire cette clause dite sociale dans le projet de loi existant, alors même que la sentence du Tribunal constitutionnel laissait ouverte cette possibilité. Seuls seront donc autorisés les avortements thérapeutique, eugénique et éthique qui ne concernent que le 4 o/o des 300 000 femmes qui avortent chaque année. *"C'est le moment,* déclare Empar Pineda, responsable de la Commission pour le droit à l'avortement du Mouvement féministe de Madrid, *de dire au gouvernement, quand il légiférera sur l'avortement, qu'il parte du point de vue que c'est un droit des femmes et non de l'idée qu'il s'agit d'un délit qui serait dépénalisé dans trois cas."* (*El Pais,* 18 avril 1985)

La Coordination des groupes de femmes de Barcelone a convoqué à une manifestation pour le 25 avril. La mobilisation reste déterminante. Non seulement à court terme, pour l'obtention de cette loi même extrêmement minimaliste ; mais aussi parce que de très nombreuses femmes seront encore et toujours poursuivies et emprisonnées pour "délit d'avortement". En 1982, lors du célèbre procès de Bilbao, la mobilisation permit d'obtenir l'acquittement pour dix femmes et un homme inculpés de "délit d'avortement". Mais cette bataille pour le droit des femmes est aussi une bataille contre la droite et la réaction. Le mouvement féministe ne doit pas se retrouver tout seul.

Eva Lamas

Pologne :

Une gauche socialiste

Vue de loin, la situation polonaise semble évoluer comme fonctionne un moteur à deux temps : un coup pour la répression bureaucratique, un coup pour la résistance ouvrière. L'illusion d'optique se complète du sentiment que l'interminable partie de bras de fer engagée depuis août 1980 ne prendra fin que par l'abandon du camp ouvrier, écœuré et épuisé. Cette perspective en trompe-l'œil ignore au moins deux éléments.

Le premier, c'est la profondeur de l'ébranlement de l'ordre bureaucratique provoqué par la lutte des travailleurs polonais. La forteresse où règne le général Jaruzelski a ses murs fissurés, chaque moellon mal ajusté libère un espace de liberté, aussitôt investi par les partisans de Solidarność. Ainsi circulent les informations, s'échangent les idées, se développent les discussions. Le deuxième, c'est l'aspect proprement politique de Solidarność, qui ne fut pas qu'un simple syndicat, mais bien l'expression d'une formidable volonté de reconquête de tout ce que la bureaucratie avait confisqué aux travailleurs, des droits démocratiques et syndicaux au pouvoir politique.

La force de résistance et la portée politique du mouvement forment ainsi les soubassements d'un débat politique, qui, à travers la presse clandestine, n'a non seulement jamais cessé, mais aborde — sans tabous — des thèmes essentiels pour l'avenir. Cette vitalité de la réflexion n'est pas le signe d'un déclin de Solidarność, mais d'une maturation, même si elle reste pour l'instant relativement limitée.

Divers courants de gauche sont ainsi apparus, défendant la nécessité de l'organisation politique et du débat stratégique. Robotnik **("L'Ouvrier"), un hebdomadaire édité par des membres du Comité ouvrier interentreprises de Solidarité de Varsovie (MRKS) affirmait ainsi :** "Aujourd'hui, alors qu'apparaissent sans cesse de nouveaux programmes politiques, le mouvement Solidarité doit affronter deux tâches prioritaires. La première est de rompre avec la fiction artificielle d'unité de pensée et de constituer divers courants politiques. La seconde, tout aussi importante, est de préserver, dans le cadre de Solidarité, le front unique de lutte des divers courants politiques, au nom de l'objectif élémentaire, de la fondation d'une véritable démocratie directe, c'est-à-dire de la réalisation du programme de la République autogérée. Parmi ces courants politiques, il y a également place pour un courant socialiste. Etre socialiste dans la Pologne populaire et propager les principes du socialisme sont une tâche particulièrement difficile et importante. Les "réal-socialistes" du POUP **(parti au pouvoir, réd.)** qui se disent également communistes, se sont non seulement emparés de la propriété nationale, mais ils ont aussi usurpé la tradition et les mots d'ordre du mouvement socialiste et ceci sans aucun droit."[1] Wolny Robotnik **("L'Ouvrier libre"), organe de l'Union des conseils ouvriers de la région de Silésie, estimant pour sa part :** "Le temps de construire un parti de la gauche révolutionnaire n'est pas encore venu. Mais la lutte des classes elle-même nous impose de construire et de développer, dans les structures du syndicat, une large tendance qui se prononce pour une solution révolutionnaire de la crise polonaise", **appelant à la formation d'une** "opposition ouvrière face à la bureaucratie totalitaire".

Démocratie socialiste, autogestion, front unique de lutte, solution révolutionnaire à la crise, regroupement de la gauche : l'issue de la prochaine confrontation entre la bureaucratie et les travailleurs polonais dépendra pour une bonne part des réponses pratiques apportées aujourd'hui à ces questions.

Eric Peter

1. On trouvera les éléments principaux de ce débat dans *Inprecor* No 185 du 3 décembre 1984 ainsi que dans *Quatrième Internationale* No 14, juillet 1984. Cette discussion entraîne aussi un réexamen très intéressant de l'histoire moderne de la Pologne. Voir à ce propos *Inprecor* No 189 du 4 février 1985.

Notes de lecture :

Au sujet du lumpenproletariat

Les développements présents de la crise capitaliste durable révèlent combien ce système accumule la richesse à un pôle de la société et la misère à l'autre. Les dernières restrictions budgétaires décidées par l'administration Reagan vont précipiter 650 000 Américain(e)s, d'un seul mouvement, au-dessous de la ligne de flottaison officielle définissant la pauvreté (*International Herald Tribune,* 12 avril 1985). Pauvreté et sur-exploitation brutale prennent tous les jours plus d'importance — elles n'avaient jamais disparu — dans les pays impérialistes.

La Brèche a consacré divers articles[1] à la "nouvelle pauvreté". A l'occasion de la présentation par Edith Rochat[2] du livre de **Marie-Jo Glardon,** *Des pauvres dans la ville,* le thème du **lumpenproletariat** a été abordé. Marie-Jo Glardon, à partir d'un survol leste de Marx, ne manque pas d'affirmer que le *"ton adopté* (par Marx) *est plus moral que scientifique, car le lumpen est attaqué en termes péjoratifs"* (p. 24). Et, dans la foulée, le flou — pour le moins — est maintenu sur qui, selon Marx, fait partie du **lumpenproletariat.** De là à conclure que les marxistes seraient favorables aux positions de certains bureaucrates syndicaux plus corporatistes que "syndicalistes de classe", il n'y a qu'un petit pas ! Les "mal payés", les pauvres seraient membres du **lumpenproletariat** et donc les marxistes les traiteraient péjorativement !

L'histoire... d'un terme

Les confusions introduites sur ce problème, dans cet ouvrage et dans bien d'autres, renvoient à un fait : **ce n'est pas avant 1852** — soit à l'occasion de la publication du *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* — que Marx **clarifie** sa conception du **lumpenproletariat** et de ses relations avec le prolétariat.

Dès ce moment, sa définition de **lumpenproletariat** ne s'applique plus à aucun secteur du prolétariat "moderne" (industriel)[3], qu'il soit à la production, sous-payé, au chômage, ou en voie de paupérisation.

Jusqu'à cette date, les termes de prolétariat, et donc de **lumpenproletariat,** sont utilisés de façon ambigüe[4]. Le terme de prolétariat renvoie, dans ces écrits, à la fois au prolétariat "moderne", naissant, **et** à des secteurs sociaux éjectés du tissu socio-économique.

Cette ambivalence possède une racine matérielle. Jusqu'au milieu du XIX[e] siècle, avec plus d'intensité qu'après, s'entremêlent l'émergence du prolétariat capitaliste et les "scories" sociales de la transition longue et tourmentée du féodalisme en déclin au capitalisme décollant. Ces "scories" forment cet ensemble de "pauvres hères", de vagabonds, de "malfaiteurs", de **déclassés**[5]. Le terme de prolétariat et de **lumpenproletariat** a donc une histoire comme celle de la société !

Vers une définition

Marx s'efforce, peu à peu, de préciser les frontières séparant le prolétariat de ce groupe hétéroclite, ceci sur une base tout autre que moralisante. Cela est logique, étant donné la place que prend le prolétariat naissant dans l'actualité sociale et politique comme dans les développements économiques. En outre, Marx s'attache, **pratiquement,** à fusionner l'expérience de ce prolétariat (tout début du syndicalisme, insurrections) avec la clarification des objectifs politiques et sociaux potentiels (changer radicalement la société) de cette classe.

Ainsi, sur le **plan économique,** il va inclure dans le prolétariat, dès la fin des années 1850, les différentes parties de l'*"armée de réserve industrielle"* : cette masse de gens qui sont littéralement en réserve et peuvent être intégrés ou rejetés de la production, selon les besoins du cycle capitaliste (haute et basse conjoncture). Parmi cette "armée de réserve", partie intrinsèque du prolétariat, il compte les couches les plus paupérisées (la partie "stagnante"). Car, selon l'analogie utilisée, l'indigence constitue l'hôpital de l'armée active des travailleurs[6]. Cette pauvreté, cette paupérisation est une **condition** du fonctionnement du capitalisme (pression sur les salaires, désorganisation syndicale, etc.). Elle manifeste toute sa force au moment des phases prolongées de crise. Comme maintenant ! Pour Marx, même la couche démoralisée de cette "armée de réserve" **(verlumpte)** est partie intégrante du prolétariat.

Par contre le **lumpenproletariat** (les déclassés : "malfaiteurs", vagabonds, etc.) est une **conséquence** du développement du capitalisme. Ces **lumpen** sont contraints, parce que ne disposant d'aucune autre issue sociale et individuelle, de tomber dans la criminalité. C'est donc une couche restreinte, qui fluctue en nombre selon les périodes. Elle ne peut être assimilée y compris aux sédiments les plus profonds de "l'armée de réserve", quand bien même elle lui fournit un terreau favorable.

Sur le **plan politique,** Marx souligne les attitudes contradictoires de ces couches du **lumpenproletariat.** Plus d'une fois, elles seront littéralement **achetées** par la réaction conservatrice : depuis les **lazzaroni** de Naples en 1799 ou lors de la Restauration napolitaine de 1815, jusqu'à ces **lumpen** constituant une partie des **Gardes mobiles** tirant sur les travailleurs en juin 1848 à Paris, ou encore à Vienne en novembre 1848.

Traduction et "trahison"

Une part des erreurs d'interprétation proviennent des problèmes de traduction. Le terme **lumpenproletariat** n'existait ni en français, ni en anglais. Dans cette dernière langue, les traducteurs ont utilisé "mob" ; en français, la traduction a souvent utilisé le terme de *"classes dangereuses"* (sous l'influence d'un livre de von Stein sur le socialisme français, datant de 1842).

Ce débat de terme a pourtant des implications. Pour nous, c'est une tâche du mouvement syndical d'organiser — malgré les difficultés — ces couches paupérisées du prolétariat (de "l'armée de réserve industrielle"). Pour cela, il faut une orientation syndicale qui ne soit pas exclusivement syndicaliste, mais **politique** et **sociale.** Une orientation qui vise — et tienne compte du but dans l'action et la propagande quotidienne — un objectif : liquider le fourrier du paupérisme qu'est le capitalisme. Une autre chose est l'attitude vers le **lumpenproletariat,** dans les **pays impérialistes !**

Udry Ch. André

1. *La Brèche,* No 329, du 3 novembre 1984 et No 334, du 2 février 1985.

2. *La Brèche,* No 338, du 30 mars 1985.

3. Prolétariat : ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail, parce que n'ayant accès ni aux moyens de production, ni à la terre, ni aux moyens d'échange. Une autre question est la **conscience** d'être membre du prolétariat et ses **différenciations** internes.

4. Voir *L'Idéologie allemande, Les Luttes de classes en France, La Guerre des paysans, La Campagne pour la Constitution du Reich,* etc.

5. Voir **Bronislaw Geremek,** *Les Marginaux parisiens au XIV[e] et XV[e] siècle,* Flammarion 1976, et *Truands et misérables,* Juillard 1980 ; **Eric J. Hobsbawn,** *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne,* Fayard ; **Louis Chevalier,** *Classes laborieuses et Classes dangereuses,* Poche 1978 ; **A.JP. Taylor,** *Poverty and the Industrial Revolution,* Panther 1972 ; **Kriedte P. et Medick H.,** *Industrialization before Industrialization,* Cambridge University Press 1981 ; **C. Lis et H. Holy,** *Poverty Capitalism in Pre-industrial Europe,* Harvester Press 1979.

6. Voir *Le Capital,* livre 1.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LAUSANNE et VAUD

Ancienne salle de gymnastique de Saint-Roch, rue Jean-Louis Gaillard, LAUSANNE

du je 9 au sa 25 mai, 20h30 (di 17h30, relâche lu) : **L'Atelier de travail théâtral (ATT)** présente *Le Voyage en Orient,* fable fantastique en cinq tableaux, d'après "La Conférence des Oiseaux", de Farrid Uddin Attar (poète persan du XIIe siècle), et de morceaux choisis de la littérature occidentale (voyage des oiseaux à la recherche de leur roi, voyage des acteurs fascinés par l'Orient, voyage du spectateur à travers le monde des acteurs). Mise en scène : Jacques Gardel, assisté de Miguel Québatte. Prix : Fr. 18.—; ét., appr., AVS Fr. 15.—. Loc. : Service culturel Migros VD (021) 20 26 35.

Théâtre de l'Arc-en-Ciel, MOUDON

sa 4 mai, 20h30 : *Dominique Scheder.*

SAINT-CERGUE

sa 11 mai, 20h30 : *Dominique Scheder.*

Théâtre Municipal (Casino), YVERDON

me 8 mai, 20h30 : le **Théâtre Populaire Romand (TPR)** présente en première *La Nouvelle Mandragore,* de Jean Vauthier, d'après une comédie de Nicola Machiavel ("La Mandragola"). Mise en scène de Charles Joris. Loc. : (024) 21 99 22.

L'Echandole, Château d'YVERDON

du ma 30 avril au sa 4 mai, 20h30 : Le **Théâtre sans Nom** et le **Théâtre de l'Echandole** présentent *Convoi,* de Michel Deutsch (en novembre 1942 dans une petite ville du sud-ouest de la France). Fr. 12.—; ét., appr. Fr. 8.—. Loc. (024) 21 01 21.

CRA, 3, rue de la Source, RENENS

sa 4 mai, 20h : *Peña Victor Jara.* Films vidéo ; *Barrigue,* dessinateur ; *Lonqui,* musique latino-américaine ; *Laura,* chants d'Amérique latine. Souper typique. Au profit des enfants du Chili. Fr. 10.—. Org. : Comité Victor Jara.

Casino de Montbenon, LAUSANNE

du me 8 au sa 11 mai, 20h30 : *Pierre Miserez,* dans "Trop tard !".

Salle communale de NYON

ve 3, sa 4, di 5 mai : *2e Paléo rock festival.* Dix groupes de rock de toute la Suisse en concours. Puis un spectacle à la fin de chaque journée. **ve 3 mai,** dès 19h30 : *Sergeant, New Toys, Melrose;* 22h30 : *Alaska* (GB). **sa 4,** dès 19h : *Smirnoff, Club de Rome, Aladdin, New Point;* 23h : *Le Beau Lac de Bâle.* **di 5,** dès 16h30 : *Pitty's Frog, M.P.H., Sacrifice;* 19h30 : *Stefan Eicher.*

GENÈVE

Forum, Centre des unions chrétiennes

du ve 3 au ve 17 mai : *exposition-vente d'œuvres d'artistes latino-américains Nuestra America.*

MJC, Saint-Gervais, 5, rue du Temple

du ma 30 avril au sa 11 mai, de 17h à 21h, sa de 14h à 21h : exposition *La ménagère, une travailleuse à la recherche d'une dignité.* **je 9, ve 10, sa 11 mai :** colloque. Une invitée de choix : la féministe québécoise Louise Vandelac dont le livre "Les dessous domestiques du travail et de l'amour" (paru en février) a fait parler tout le Québec. **sa 11 mai,** soir : cabaret-théâtre. Le thème : le travail ménager, ses articulations avec le travail salarié et l'amour pour le faire.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes

à 21h. **je 2 mai :** *musique de Turquie.* **ve 3, sa 4 :** *carte blanche à François Chevrolet.* **me 8 :** *Paul Bley solo* (piano). Org. : AMR.

Centre Marignac, 28, Eugène-Lance, Grand-Lancy

du me 1er au sa 4 mai, 21h : *Toujours la crise... toujours le rire !* par des élèves de l'école de spectacle de Patrick Font.

Patou Chamonpote

Danemark :

Grève de masse contre l'austérité

Forces de l'ordre contre manifestants à Copenhague.

Depuis une décennie, la crise du système capitaliste frappe un peu partout. En témoigne le nombre élevé des chômeurs dans les pays industrialisés, sans parler des tragédies de la faim et du sous-emploi qui saignent la plupart des pays du tiers monde. En réponse à cette situation, une série de luttes ouvrières ont éclaté. Rappelons les grèves en Espagne, le mouvement des conseils de fabrique en Italie, la lutte pour les 35 heures en Allemagne fédérale, la grève générale des travailleurs des services publics en Belgique en septembre 1983, la récente grève d'une année des mineurs britanniques, etc. Tous ces conflits sociaux ont le même objectif : défendre les intérêts des travailleurs contre les attaques patronales.

L'article qui suit analyse les conditions qui ont précédé la grève de quinze jours et son déroulement au Danemark. On a souvent comparé le Nord de l'Europe à la Suisse, baignant dans un même climat de paix sociale. La grève danoise vient heureusement fissurer cette belle image. Nous jugeons de première importance de livrer analyse et informations à tous ceux qui, en Suisse, cherchent, malgré le poids de la "paix du travail", la voie de la riposte à l'austérité.

Au Danemark, il n'existe qu'une seule grande confédération syndicale : l'Organisation nationale (*Landsorganisation,* LO). Chaque années, cette confédération négocie, au nom de la grande majorité des travailleurs, un contrat national avec le gouvernement et les patrons. Ce système a démultiplié le poids de la bureaucratie syndicale ainsi que celui des institutions gouvernementales dans le processus de négociation. De plus, il permet de brider les syndicats les plus combatifs. Mais cette centralisation au plus haut niveau des négociations a pour contrepartie un risque de politisation très rapide en cas de conflit aigu. Le gouvernement est alors en première ligne face aux revendications ouvrières.

Attaques au niveau de vie

Les conditions pour une telle confrontation sont largement réunies depuis quelques années. L'économie danoise est très dépendante du commerce international et elle a ressenti durement les effets des récessions mondiales successives. Dès le début de la crise de 1974, les gouvernements se mettent à imposer un contrat national ayant force de loi. L'exécutif soumet simplement au Parlement un projet de loi fixant les lignes directrices pour les salaires et les conditions de travail. Une fois que les députés acceptent le projet, les syndicats n'ont plus le droit de faire grève sous peine d'encourir de lourdes amendes.

Jusqu'ici, les syndicats ont admis assez facilement cette pratique d'un accord imposé par le gouvernement. Celui-ci en effet était, jusqu'en 1982, social-démocrate. Mais depuis lors, c'est un gouvernement de droite qui est au pouvoir. Il s'est du reste engagé dans une offensive de grande envergure contre les salariés. Ainsi, il a fixé une limite aux augmentations salariales de 2 o/o par an pour les deux années à venir alors que l'inflation atteindra probablement les 10 o/o durant ce même laps de temps (voir encart). Il est vrai que ce projet de loi comporte également une réduction de la semaine de travail à 39 heures. Mais cette réduction est calquée sur les pires aspects de l'accord conclu l'été dernier à la fin de la grève des 35 heures en Allemagne fédérale [1] : les patrons sont autorisés à appliquer des *"heures de travail flexibles"*. En réalité, de nombreux salariés risquent finalement de travailler plus de 40 heures par semaine.

Une offre en forme de piège

L'offre du gouvernement d'une *"réduction des heures de travail"* a été analysée en ces termes par *Klassekampen,* le journal de nos camarades danois du Parti socialiste des travailleurs (SAP) : *"Le projet de loi prévoit une réduction de la semaine de travail d'une demi-heure, à partir du 1er septembre 1985, et d'une heure à partir du 1er septembre 1986. Mais il n'y aura aucune réduction des heures de travail pour les travailleurs qui font actuellement 38,5 heures ou 39,5 heures par semaine. Cela ne représente pas le premier pas vers les 35 heures. Au contraire, les patrons se sont vu accorder leur revendication d'avoir le droit d'utiliser la force de travail de façon plus intensive, c'est-à-dire au travers des soi-disant "heures de travail flexibles". Il n'y a pas un seul mot dans le projet de loi sur les embauches supplémentaires ni sur les indemnités spéciales. Au contraire, le projet de loi se fixe comme objectif de "maintenir les usines aux "mêmes horaires et de maintenir "le degré d'utilisation des capaci-"tés de production existantes". Cela veut dire davantage de travail. La journée normale de travail a été allongée. Dans la métallurgie, elle allait jusqu'à présent de 6 heures à 17 heures. Dorénavant, elle ira de 6 heures à 18 heures."*

35 HEURES ET ÉCHELLE MOBILE

Comme en Allemagne fédérale, la montée importante du chômage au Danemark a mis la revendication des 35 heures au cœur de la lutte. Elle s'accompagne de celle de l'échelle mobile des salaires, importante pour s'opposer aux effets de l'inflation. En 1982, le gouvernement Schlüter l'avait supprimée. Depuis, les chômeurs et les travailleurs à bas salaire, les premiers bénéficiaires de l'échelle mobile, ont vécu une période difficile. La revendication pour une augmentation des bas salaires est donc devenue très populaire. L'accord proposé par le gouvernement n'y répond pas du tout.

De 1975 à 1985, les salaires réels ont baissé de 15 o/o. Le taux d'inflation prévu pour les deux ans à venir se monte à 10 o/o. Pour la même période, le gouvernement a fixé les augmentations salariales à 2 o/o par an. La chute du pouvoir d'achat des salariés sera ainsi de 6 o/o, soit plus du tiers du déclin déjà enregistré ces dix dernières années.

Jusqu'au 1er septembre, la semaine de travail de nombreux salariés comptera toujours 45 heures. Ensuite, elle descendra à 44,5 heures puis, l'année suivante, peut-être à 43,5 heures. Mais les heures supplémentaires ne seront plus payées au tarif spécial. Quant à la clause des *"heures flexibles"*, elle pourrait signifier par exemple cinq heures de moins par semaine au cours du premier trimestre d'une année, mais cinq heures de plus dans le second.

Enfin cet accord n'aura aucune incidence sur le niveau de chômage. Il y a actuellement 300 000 sans-travail au Danemark sur une population d'un peu plus de cinq millions d'habitants.

Vers la confrontation

Dès l'arrivée au pouvoir en automne 1982 du gouvernement Schlüter [2], on a assisté à une véritable offensive anti-ouvrière. Ainsi les allocations-chômage pour les travailleurs journaliers furent diminuées, ce qui provoqua la grève des dockers au début 1983. Cette grève fut brisée par le gouvernement qui utilisa une politique de répression et d'intimidation policière. Mais ces attaques ont favorisé une radicalisation croissante dans les syndicats. Depuis 1982, tout un potentiel de combativité s'est accumulé pour une contre-offensive ouvrière à l'austérité.

Cette combativité s'est largement exprimée à travers la grève — qui a failli être générale — commencée le 24 mars dernier dans le secteur privé. Ce conflit a éclaté à la suite de l'échec des négociations sur la convention collective annuelle. Il a tout de suite débouché sur une grève de 300 000 salariés paralysant le secteur privé. Devant la menace que la grève se durcisse et s'étende au secteur public, le gouvernement Schlüter a fait voter par le Parlement, le 30 mars, un règlement du conflit défavorable aux syndicats et ayant force de loi. La poursuite de la grève devenait ainsi illicite.

Malgré cette tentative d'intimidation, le résultat immédiat fut exactement contraire à celui attendu par la droite. Considérant ce règlement autoritaire comme une provocation, une bonne partie des grévistes a continué la lutte, avec le soutien de certains responsables syndicaux, passant outre à la menace de lourdes amendes qui pesait sur les syndicats. Pire encore du point de vue patronal : quelque 200 entreprises du secteur public ont rejoint la grève. Le 1er avril, 200 000 travailleurs étaient toujours en grève.

Mais la généralisation de la grève s'est heurtée à l'opposition du Parti social-démocrate, le principal parti ouvrier du pays, qui expliqua qu'une fois le règlement adopté par le Parlement, il fallait s'opposer à la politique gouvernementale uniquement par des moyens légaux. Cela signifie attendre les prochaines élections, prévues pour 1988. Cependant, la grève n'a pas cessé tout de suite. Le 2 avril, il y avait encore 100 000 grévistes ; le 3 avril 30 000. En même temps, une série de manifestations, parmi les plus dures et les plus importantes qu'ait connues le Danemark ces dernières années, se déroulaient.

Par centaines de milliers les travailleurs danois auront fait l'expérience d'une lutte résolue contre l'austérité. Il est temps que les salarié(e)s helvétiques puissent en faire de même, sans quoi il sera très difficile de s'opposer efficacement aux attaques de la droite.

P. Girardet

---

1. Voir *La Brèche* No 323, du 7 juillet 1984.

2. Le gouvernement de Poul Schlüter, qui est une coalition de droite, est arrivé au pouvoir à la suite de manœuvres parlementaires. La coalition qu'il dirige a augmenté le nombre de ses sièges aux élections de janvier 1984, sans pour autant remporter la majorité absolue.